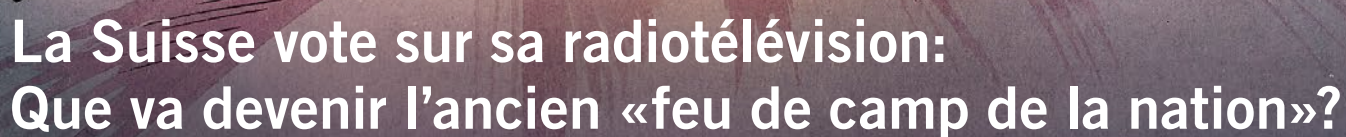


Revue Suisse



Rudi Berli, le seul conseiller national à représenter la Cinquième Suisse au Parlement

Réussir son expatriation commence par la planification.

Vous projetez de quitter la Suisse?

Avec Soliswiss, nous organisons une session d'information le 14 avril 2026 à 17.30 heures à Zurich pour répondre à toutes vos questions.

Pour vous inscrire, il vous suffit d'utiliser le code QR ci-dessous:



Zürcher
Kantonalbank

**OFFREZ
UN MORCEAU
DE SUISSE !**

Nos camps d'été et d'hiver permettent aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger de se reconnecter à leur pays, entre aventure, amitié et expériences inoubliables.



Faites un don
et contribuez à
créer des souvenirs
impérissables.

4 En profondeur

La radiotélévision suisse est sous pression

9 Reportage

Visite dans la commune suisse avec la population la plus jeune du pays

12 Société

La guerre contre l'Ukraine et ses répercussions en Suisse

De plus en plus d'écoles bannissent le smartphone de leurs salles de classe

16 Images

Une exposition évolutive sur le climat, sans discours moralisateur



Photo Danielle Limiger

Actualités de votre région**19 Chiffres suisses**

Les chiffres d'un pays riche où le désir d'enfant est en berne

20 Politique

Une initiative populaire exige bien plus d'argent pour la protection climatique

L'impôt sur les successions des grandes fortunes balayé dans les urnes

25 Littérature

L'autrice Dorothee Elmiger rafle trois prix littéraires à la suite

26 Portrait

Rudi Berli est le seul Suisse de l'étranger au Conseil national

28 Nouvelles du Palais fédéral

Le chronométrage olympique est aussi un symbole de la fiabilité suisse

Couverture: le dessin exclusif de Max Spring pour la «Revue Suisse». www.maxspring.ch

Étincelles et pixels



Avant, on allumait la télé, et toute la Suisse était devant son poste. Pour suivre une émission radio, un divertissement du samedi soir ou la retransmission d'une course de ski, la SSR était notre «feu de camp» commun. Aujourd'hui, ce feu brûle encore, mais derrière les écrans mobiles. Nous consommons les médias en route, en passant et dans des univers complètement séparés.

Le débat actuel sur la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), entreprise de service public, échauffe les esprits. L'initiative «200 francs, ça suffit!» exige une nette baisse de la redevance de radiotélévision payée par les citoyens, qui réduirait de près de moitié le budget de la SSR (voir p. 4 et ss). Or, celle-ci se trouve déjà au cœur de la plus grande restructuration de son histoire: 900 postes biffés, structures rationalisées, offre ajustée – avec des conséquences aussi sur la Cinquième Suisse.

Nous sommes tous au cœur de ce débat: une communauté à la recherche de repères, tandis que les algorithmes dispersent notre attention et que les intelligences artificielles hallucinent. Les jeunes évoluent naturellement dans les univers numériques, mais rarement accompagnés. Comment améliorer leurs compétences médiatiques et comment trouver encore, dans ce flux d'informations, des contenus de bonne qualité?

Peut-être le «feu de camp de la nation» n'est-il pas éteint. Aujourd'hui, il brûle sous la forme d'un podcast dans une poche de pantalon, d'un stream live dans le train, d'un bruit de fond en cuisine. Mais une chose demeure: le souhait d'informations dignes de confiance et d'histoires qui nous réunissent. Et c'est exactement ce que j'espère vous offrir à l'avenir en tant que nouveau rédacteur en chef.

Car sans la «Revue Suisse», je ne serais pas qui je suis. Durant ma jeunesse à l'étranger, la «Revue» était quasiment mon seul lien avec le pays de mon père. J'admire d'autant plus le travail exceptionnel effectué par mon prédécesseur, Marc Lettau. La «Revue Suisse» se dote également d'un nouveau graphiste en la personne de Roman Häfliger. Lisez et regardez des médias sérieux.

WALTER SCHMID, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

Swiss Community

La radiotélévision suisse est sous pression

Changement de comportement des utilisateurs, mesures d'économies, suppression de postes: la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), l'entreprise suisse de médias financée par des fonds publics, fait face à de gros défis. Le 8 mars 2026, le peuple votera sur une initiative susceptible de réduire de moitié son budget. Quelles seraient les conséquences pour notre pays quadrilingue et pour la Cinquième Suisse?

SUSANNE WENGER

L'émission scientifique à la radio? Supprimée. Le magazine de société à la télévision? Passé à la trappe. Quand, pour faire des économies, la radiotélévision suisse alémanique a biffé des programmes l'an dernier, des critiques se sont élevées. Des chercheurs ont lancé une pétition, des acteurs culturels exprimé leurs craintes. Mais la plus grande grogne a éclaté à la fin de 2024, quand la SSR a cessé de diffuser sur la bande FM pour passer au numérique. Un demi-million d'au-

diteurs lui ont tourné le dos au profit de radios privées et de chaînes étrangères. Plus tard, le Parlement a fait demi-tour pour conserver la FM plus longtemps que prévu. Et la SSR décidait elle aussi de renouer avec les ondes analogiques.

Avec ses 17 chaînes de radio et ses 7 chaînes de télévision, la SSR atteint encore plusieurs millions de personnes tous les jours. Mais 95 ans après sa création, elle n'est plus le «feu de camp» du pays. Avant Internet et les services de streaming, la SSR parvenait à créer

de véritables expériences collectives en prime time. Les pièces radiophoniques et les émissions d'actualité à la radio, comme «Echo der Zeit», diffusée depuis 1945, vidaient les rues. Les grands divertissements du samedi soir et les séries suisses rassemblaient les familles devant leur poste de télé. Aujourd'hui, l'utilisation des médias est fragmentée et individuelle. «Le public se tourne vers la diffusion numérique, mobile et non linéaire», explique Ulla Autenrieth, spécialiste des médias à l'Université des sciences appliquées des Grisons.

La SSR pourra-t-elle continuer à diffuser du sport en direct? Telle est l'une des questions du débat pré-votation. Ici: la Coupe du monde de ski à Wengen en 2025.
Photo Keystone



Une initiative pour réduire la redevance

Néanmoins, la SSR reste une institution qui soulève les passions. En 2018, une initiative populaire visant à supprimer la redevance obligatoire de radiotélévision, par laquelle la Suisse finance le service public médiatique, a été rejetée par plus de 70 % des votants. À présent, l'Union démocratique du centre (UDC), certains Libéraux-Radicaux (PLR) et l'Union suisse des arts et métiers repartent à l'assaut pour réduire la voilure de la SSR. Leur initiative «200 francs, ça suffit!» veut faire baisser la redevance de 335 à 200 francs, et en exonérer complètement les entreprises qui, aujourd'hui, la



Une famille bernoise réunie devant sa télé en 1957. Aujourd'hui, on consomme les médias sur une multitude de plateformes proposant une multitude de contenus à toute heure.

Photo Keystone

paient à partir d'une certaine taille.

La SSR, dont le produit d'exploitation s'élevait à 1,56 milliard de francs en 2024, finance 80 % de son budget par la redevance. Si l'initiative était acceptée, elle perdrait 800 millions de francs de revenus, notamment parce qu'un programme réduit ferait baisser les recettes publicitaires. Les revenus de l'entreprise fondraient ainsi de moitié, affirment les adversaires de l'initiative, tandis que les auteurs de celle-ci considèrent que les calculs de la SSR sont trop pessimistes. L'initiative ne touche pas les radios et télévisions locales, qui reçoivent aussi de l'argent de la redevance.

Le Conseil fédéral prend les devants

Le gouvernement suisse et le Parlement rejettent l'initiative. Celle-ci amoind-

dirait sensiblement l'offre et aurait un impact négatif sur l'économie, la culture, la société et le paysage médiatique suisse, déjà fragilisé, affirme le Conseil fédéral. Qui a néanmoins décidé de réduire la redevance dès 2027: les ménages paieront 300 francs à l'avenir, et 80 % des entreprises ne paieront plus rien. Le ministre des médias, Albert Rösti (UDC), estime qu'il s'agit là d'un bon compromis. L'initiative – qu'il avait contribué à lancer – va trop loin à ses yeux, entraînant des coupes «drastiques». Le ministre souligne avoir tout de même réussi «à imposer un contre-projet qui requiert des économies substantielles de la part de la SSR». Laquelle doit se transformer, dit-il, sans évincer les diffuseurs privés.

Depuis novembre 2024, c'est Susanne Wille qui dirige la SSR. Peu après son entrée en fonction, elle a annoncé la plus grande restructura-

tion de l'histoire de l'entreprise: 270 millions de francs devront être économisés jusqu'en 2029. 900 postes sur 5500 disparaîtront et des structures administratives seront centralisées. Outre la baisse de la redevance, celle des recettes publicitaires plombe aussi la SSR. Comme les entreprises de médias privées, la SSR souffre de la fuite des annonceurs vers les géants américains de la tech.

Quel impact ces économies auront-elles sur le programme? Cela reste flou. Susanne Wille marche sur un fil: elle doit faire des économies sans fâcher ceux qui soutiennent la radiotélévision publique et exigent des contenus non soumis à la pression de l'audimat. Elle veut numériser la SSR, mais n'a pas le droit de trop concurrencer les diffuseurs privés sur Internet. Quoi qu'il en soit, la SSR et les associations d'éditeurs se sont mises d'accord l'an dernier: la SSR en-

Extraits du débat

tend limiter ses textes en ligne pour se concentrer sur les contenus audiovisuels. Elle veut renforcer sa collaboration avec les médias privés, notamment en matière de technologie.

Nécessaire ou dangereuse?

La votation du 8 mars prochain accroît la pression sur la SSR. Les partisans de l'initiative argumentent que la redevance suisse est la plus chère d'Europe. Au Parlement, le conseiller national zurichois UDC Thomas Matter critique cet «impôt obligatoire» qui impacte surtout les jeunes, alors que ceux-ci se détournent de la télévision et de la radio. Pour les entreprises, la redevance est selon lui une «charge insensée». La SSR devrait se limiter à son «mandat clé». Quel sera celui-ci avec 800 millions de francs de moins? On l'ignore. L'initiative ne mentionne que «les programmes de radio et de télévision qui fournissent un service indispensable à la collectivité». Aujourd'hui, son mandat constitutionnel oblige la SSR à informer, mais aussi à offrir des programmes culturels, éducatifs et de divertissement.

Les adversaires de l'initiative, une large alliance de politiciens du Centre, du PLR, des Vert'libéraux, du PS et des Verts ainsi que des représentants de la culture, du sport et de la société civile, mettent en garde contre les graves conséquences qu'aurait un oui. À l'ère de la désinformation croissante sur les plates-formes étrangères, affaiblir une source d'information indépendante menacerait la sécurité de la Suisse. La culture et le sport perdraient une vitrine. Et surtout: avec un budget réduit de moitié, la SSR ne pourrait conserver sa structure fédérale et son quadrilinguisme, a fait remarquer le conseiller national centriste grison Martin Candinas au Parlement. En raison de

son plurilinguisme, on ne peut pas comparer la redevance de la Suisse avec celle d'autres pays.

Redistribution en faveur des minorités linguistiques

Avec la SRF, la RTS, la RSI et la RTR, la SSR produit des contenus pour les quatre régions linguistiques du pays, ainsi que pour l'étranger avec Swisinfo (voir second texte). La péréquation financière interne prend en compte les minorités linguistiques: en 2024, sur les 930 millions de francs que l'unité alémanique de la SSR a touchés via la redevance, 235 millions ont été reversés au Tessin, 115 millions en Romandie et 20 millions à la région romanchophone.

Avec un budget réduit de moitié, la SSR prévient qu'elle devrait fermer la plupart de ses studios régionaux. Elle en possède 17 actuellement, et 7 studios principaux. En outre, la couverture de l'actualité serait plus centralisée. Les téléjournaux tessinois seront-ils donc bientôt réalisés à Zurich? Les initiants estiment que ces inquiétudes sont exagérées. Les programmes proposés aux minorités lin-

Le conseiller fédéral Paul Chaudet (1955–1966) au micro d'un journaliste de Radio Suisse Internationale. Photo d'archive Swisinfo/MAD



«Redonnons enfin une dimension raisonnable à une SSR dont les effectifs, les moyens financiers et le pouvoir sont hypertrophiés.»

Thomas Matter, ZH, conseiller national UDC

«L'initiative enlèverait 800 millions de francs à la SSR. Il ne s'agit pas d'une baisse, mais d'une coupe drastique. Qui aurait des répercussions dans les régions rurales.»

Josef Dittli, UR, conseiller aux États PLR

«Il est difficile de croire que malgré les progrès technologiques, 850 millions de francs ne suffisent pas pour assurer une diffusion de radiotélévision publique dans un pays de 9 millions d'habitants.»

Lorenzo Quadri, TI, conseiller national Lega

«La couverture médiatique ultra-locale n'est plus rentable depuis longtemps. Dans les campagnes et les régions de montagne, de nombreux titres ont disparu. Nous avons besoin de la couverture régionale offerte par une entreprise de médias quadrilingue telle que la SSR.»

Christine Badertscher, BE, conseillère nationale Verts

«Il est vrai que la SSR est importante dans les régions linguistiques où les médias privés sont rares. Mais pourquoi doit-elle financer une offre de divertissement aussi luxueuse en Suisse alémanique?»

Christian Wasserfallen, BE, conseiller national PLR

«Désormais les ménages dépensent moins de 1 franc par jour pour profiter de la radiotélévision. C'est le strict minimum à payer pour des émissions et du contenu de qualité.»

Valérie Pillier Carrard, FR, conseillère nationale PS

L'avenir incertain du média international Swissinfo

guistiques ne sont pas en péril, car le projet ne touche pas à la péréquation financière. La diffusion de programmes «équivalents et de même valeur» restera possible.

«Espace médiatique commun»

La spécialiste des médias Ulla Autenrieth considère toutefois la «réalité structurée»: en Suisse, les contenus du service public ne sont pas produits pour un marché national homogène, mais pour plusieurs communautés linguistiquement, culturellement et régionalement différenciées, «il n'y a donc pas d'économies d'échelle possibles comme à l'étranger.» Avec un budget aussi réduit, la SSR devrait nécessairement diminuer son offre. «Or, l'idée d'un espace médiatique commun repose sur la diversité.»

Ulla Autenrieth estime qu'en dépit de l'utilisation fragmentée des médias, le public a toujours besoin de points de repère communs, et que les jeunes – ainsi que les parents pour leurs enfants – veulent pouvoir compter sur des contenus fiables. La SSR pourrait donc exploiter son atout majeur en allant là où se trouve l'attention: «Nombre de jeunes consomment les contenus de la SSR en replay, en podcast et sur les réseaux sociaux.» Un service public moderne doit être numérique et flexible. Aujourd'hui, relève la spécialiste, les expériences médiatiques communes ne se produisent plus autour d'un seul «feu de camp», mais sous plusieurs formes, des retransmissions en direct comme l'Euro féminin l'an dernier aux formats participatifs. Si la SSR prend cette logique au sérieux, affirme-t-elle, elle pourra continuer à créer du lien.

Cet article reflète la situation à la clôture de la rédaction, le 18 décembre 2025. Vous trouverez d'autres photos historiques de la SSR dans notre édition en ligne: www.revue.ch

Lorsque la SSR reçoit moins d'argent en vertu de décisions politiques, cela touche aussi ses offres internationales, comme Swissinfo ou tvsvizzera.it, ainsi que ses partenariats avec des diffuseurs comme TV-5MONDE pour le monde francophone ou 3sat dans l'espace germanophone. Swissinfo, qui a succédé à la mythique Radio Suisse Internationale en 2001, couvre l'actualité suisse en dix langues sur Internet. Comme la «Revue Suisse», éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger, elle s'adresse aux plus de 826'000 Suisses vivant à l'étranger. Swissinfo se considère en outre comme «la voix de la Suisse dans le monde».

Or, le gouvernement suisse, dans le cadre d'un paquet d'économies, prévoit de supprimer la contribution fédérale annuelle de près de 19 millions de francs destinée au mandat pour l'étranger. Jusqu'ici, la SSR et la Confédération se partageaient les coûts, mais cette dernière se retirera dès 2027. Swissinfo, sous sa forme actuelle, est donc en danger. Plusieurs organisations ont adressé une pétition au Parlement pour que la contribution fédérale soit maintenue. Swissinfo, disent-elles, est une source d'information équilibrée et pluri-lingue pour les Suisses de l'étranger, qui renforce les droits politiques de ceux-ci.

À sa session d'hiver de 2025, le Conseil des États s'est opposé au gouvernement en se prononçant pour le maintien de la contribution fédérale. Une petite majorité de sénateurs a estimé que la Suisse ne pouvait pas se permettre de renoncer à cette «vitrine» internationale. Les partisans de la suppression ont fait valoir que d'autres sources permettent de s'informer sur la Suisse aujourd'hui. Si la SSR veut conserver son offre pour l'étranger, elle doit «distribuer» ses ressources autrement, a dit la ministre des finances, Karin Keller-Sutter. Le Conseil national se prononcera

Aujourd'hui, Swissinfo relate l'actualité dans dix langues, dont l'espagnol. Le fera-t-elle toujours à l'avenir? Cela dépendra grandement des décisions politiques.

Photo Roman Häfliger



à la session qui se tiendra du 2 au 20 mars 2026.

Le 8 mars, le peuple votera par ailleurs sur l'initiative sur la SSR de l'UDC, qui vise à réduire fortement la redevance de radiotélévision, deuxième source de financement de Swissinfo. L'un des initiants est le conseiller national valaisan UDC Jean-Luc Addor, membre de l'intergroupe parlementaire «Suisses de l'étranger». Pour lui, le mandat pour l'étranger fait partie du «mandat de base» de la SSR. Il y a un an, il déclarait à la «Revue Suisse» qu'il ne fallait «pas toucher à Swissinfo». Une porte-parole nous a confirmé qu'il s'agit là de la position du comité: «Cette offre fait partie du mandat de service public de la SSR et il faut que cela reste ainsi.» Les adversaires estiment toutefois que si l'initiative était acceptée, il ne resterait qu'un service public «amputé». L'OSE craint elle aussi des conséquences négatives pour l'information de la Cinquième Suisse.

Pour la directrice de Swissinfo, Larissa Bieler, le mandat pour l'étranger est «un pont indispensable entre les Suisses de l'étranger et leur pays depuis 1935». Sans cette offre, la Suisse serait moins visible et moins compréhensible à l'étranger. En novembre, l'annonce que Larissa Bieler quitterait la direction de la SSR à la fin du mois de mars 2026 a provoqué un certain émoi. La SSR a justifié cette décision par le resserrement nécessaire de sa direction dans le sillage des mesures d'économies. (SWE)

Peter Lyner



Le travail d'un boulanger est chronométré, explique Peter Lyner, directeur d'une entreprise familiale à Winterthour: «On ne peut pas laisser les pains au four plus longtemps que prévu.» La prochaine fournée doit être prête à temps, car il faut exploiter au mieux les installations. Mais selon le sexagénaire, les boulangers sont habitués à gérer la pression: «En période de crise, nous sommes au top.» Peter Lyner incarne la quatrième génération à la tête de la boulangerie et confiserie qui porte le nom de sa famille. Il n'a jamais envisagé de faire autre chose: «Fabriquer un aliment de base est beau et passionnant.» De plus, il aime travailler en équipe et apprécie son activité entrepreneuriale: «Il faut avoir une vision d'ensemble et être prévoyant.» Après la pandémie, le renchérissement de l'électricité et les pénuries de céréales, les boulangers font face à la guerre des prix lancée par les discounteurs. Aldi propose une livre de pain à 99 centimes. «Cela ne couvre pas les coûts réels», dénonce Peter Lyner. Ce prix est plutôt «un argument de marketing pour attirer les gens dans les magasins». Lui-même adapte constamment l'entreprise de ses prédécesseurs aux nouvelles conditions du marché. Il a créé trois nouvelles filiales et, depuis 2020, gère aussi un café. Il emploie actuellement 53 collaborateurs et 13 apprentis. Mais le principe est toujours le même: «Nous faisons tout à la main.» Contrairement aux grands distributeurs, avec leur pain bon marché fabriqué industriellement, Peter Lyner applique une stratégie à long terme. Il mise sur la qualité, et celle-ci à un prix. Le pain «Eschenberg» se vend chez lui à 4,90 francs, et le croissant à 1,60. «Il faut connaître ses prix et les imposer», explique le boulanger avant de conclure: «seules survivent les boulangeries qui possèdent un concept clair.»

EVELINE RUTZ

Guy Parmelin préside le Conseil fédéral en 2026

Le ministre de l'économie, Guy Parmelin (UDC), préside le Conseil fédéral en 2026. Il avait déjà été applaudi avant son élection, car il était parvenu, en novembre 2025, à négocier une baisse des droits de douane exorbitants imposés par les États-Unis. Le 10 décembre 2025, les Chambres réunies de l'Assemblée fédérale l'ont élu président de la Confédération par 203 voix sur 210 bulletins valables. Ce résultat exceptionnel montre que le Vaudois, bien que situé à droite de l'échiquier politique, est aussi apprécié par les partis de gauche. (MUL)

Droits de douane américains: de 39 % à 15 %

Après la décision de l'administration Trump de taxer les exportations suisses aux États-Unis à 39 %, l'industrie suisse d'exportation semblait paralysée. Mais à l'issue de rudes négociations, la Suisse a réussi à ramener ces droits punitifs à 15 % en novembre 2025. Ce résultat, acclamé comme un «grand soulagement», fait un peu oublier que ces droits de douane – même réduits –, impactent négativement le commerce extérieur suisse et les consommateurs américains. De plus, un épisode a fait couler beaucoup d'encre: des représentants de l'économie suisse ont offert à Donald Trump, lors d'une audience, un lingot d'or d'une valeur de plus de 100'000 francs – entre autres. (MUL)

La Suisse assouplit ses exportations d'armes

Après l'agression de l'Ukraine par la Russie, la Suisse a fait prévaloir ses règles d'exportation strictes pour le matériel de guerre: même les armes exportées en Allemagne il y a plusieurs années ne pouvaient pas être réexportées en Ukraine. À sa session de décembre, le Parlement a toutefois décidé d'assouplir les conditions d'exportation: les entreprises suisses pourront désormais livrer des armes à certains pays occidentaux même en cas de conflits armés. Cette décision a pour objectif premier de soutenir l'industrie d'armement suisse, car elle ne permet pas de fournir des armes à l'Ukraine. Il est probable que le peuple soit appelé aux urnes à ce sujet: une large alliance de partis de gauche a annoncé un référendum. (MUL)

Une décision sur les féminicides suscite de vives protestations

En Suisse, le nombre d'actes de violence envers les femmes est élevé, même en comparaison internationale. Les autorités fédérales parlent d'un «nombre alarmant de féminicides en Suisse». Néanmoins, en décembre, le Conseil national a refusé d'octroyer plus d'argent à la prévention de la violence faite aux femmes. La réaction de la population a été véhémente: en 24 heures, plus de 250'000 personnes ont signé une pétition en ligne, et un flot d'e-mails a provoqué d'importants problèmes informatiques au Palais fédéral. Sur ce, le Conseil des États a approuvé le crédit supplémentaire. Et le Conseil national a fini par lui emboîter le pas. (MUL)



La résidence estudiantine «Vortex» est l'une des explications de la jeune moyenne d'âge dans la commune: 1000 étudiants y vivent. Photo Keystone

La plus jeune commune de Suisse est un satellite de Lausanne

Avec un âge moyen de 34,4 ans, Chavannes-près-Renens (VD) est la commune suisse dont la population est la plus jeune. Ce pôle de l'Ouest lausannois attire des migrants de tous les horizons. Et cherche à préserver sa qualité de vie.

STÉPHANE HERZOG

En Suisse, Renens, petite ville de l'Ouest lausannois qui accueille un important nœud ferroviaire, est bien connue. Mais qui connaît Chavannes-près-Renens? La commune en question, la plus jeune de Suisse, se trouve à deux pas de la gare de Renens. Le premier bâtiment remarquable est la chapelle de la gare. Elle accueillera bientôt une librairie et son café littéraire, indique la syndique, Loubna Laabar.

À droite, voici la Citadelle, un immeuble locatif des années 1960. L'une de ses entrées se trouve sur la commune d'Ecublens – celle qui héberge l'EPFL. Certains de ses appartements sont ainsi situés de l'autre côté de la frontière communale! La «Rue Centrale», avec ses petites mai-

sons et potagers bâtis par les CFF, rappelle le passé cheminot de la ville.

Une croissance continue

Chavannes est une terre d'accueil. Sa population comptait 6000 âmes en 2000. Elle a atteint le statut de ville en 2025, avec 10'000 habitants. L'immigration est surtout européenne, avec un mélange d'ouvriers et de cols blancs. La commune regroupe plus de 110 nationalités. 56% des résidents sont étrangers et 40% sont âgés de 20 à 39 ans. Entre 1990 et 2024, le nombre d'écoliers accueillis sur ce territoire a plus que doublé! Cette croissance tient à deux facteurs. Le premier est lié à l'habitat étudiant. Le Vortex, un immeuble circulaire installé à un jet de pierre de l'EPFL (situé à



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau?

À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire.

... Aujourd'hui: la commune suisse qui possède la moyenne d'âge la plus basse.

Ecublens), loge plus de 1000 étudiants, pour un total estimé à 2000. Autre facteur, l'immigration. «Entre 2015 et 2035, l'Ouest lausannois aura gagné 50% d'habitants, avec la venue de 40'000 personnes, ce qui est énorme pour la Suisse», commente Benoît Biéler, le directeur du SDOL (Stratégie et développement de l'Ouest lausannois). Par ailleurs, les nouveaux arrivants s'installent à un moment de leur existence qui est propice à créer une famille. La natalité serait ainsi boostée par la population étrangère. «Ils osent encore faire des enfants», sourit la syndique.

Une ville sans centre

À Chavannes, le promeneur déambule sans trouver de réel centre. Il par-

Chavannes-près-Renens est la commune suisse qui possède la moyenne d'âge la plus basse, soit 34,4 années.

Record aussi pour le district de l'Ouest lausannois, qui pointe à 38,5 années de moyenne d'âge et pour le canton de Vaud, où ce nombre est de 40,6 années.

court un territoire zébré par des axes routiers, une ligne de métro et une autoroute. Il découvre aussi des forêts et un immense domaine sportif aux mains de la ville de Lausanne. «Le hameau de Chavannes (au sud) a été affaibli par la gare de Renens, dont le développement s'est fait loin de lui», résume Benoît Biéler.

Toute l'histoire de ce bout de terre est marquée par un écartèlement entre zone ferroviaire et industrielle, au nord, et plaines maraîchères, au sud. «Par le passé, les ploucs du sud se tapaient dessus avec les voyous du nord», ose, dans un ouvrage consacré à Chavannes, Christian Vernez, un enseignant du coin, cité par le conseiller municipal Eduardo Camacho-Hübner. Arrivé ici comme étudiant à l'EPFL en 1993, ce dernier, ingénieur franco-bolivien, a pris racine. Son ancien appartement donnait sur un lieu phare du passé industriel de la commune: la fabrique Perrier, investie par le fabricant en 1925 et d'où sortaient ce qu'on nommait alors les «Têtes de nègre Perrier», appellation proscrite depuis 1992. Cette proximité l'a poussé à consacrer un ouvrage à ce sujet. Contrairement à d'autres lieux industriels de l'Ouest lausannois, détruits pour créer des

activités ou du logement, l'usine Perrier a été transformée en hub artisanal et culturel.

Terre d'accueil

Ici, on construit à tour de bras. Un projet particulièrement audacieux est celui d'une tour végétalisée de 36 étages dans le quartier des Cèdres, au sud de la commune, au-delà de l'autoroute. Ce quartier comptera 1700 habitants. Au sud-est, un campus santé est prévu, qui accueillera 4000 étudiants et leur proposera 500 logements. De part et d'autre de cet espace, deux quartiers sont au programme, prévus pour quelque 2500 habitants. Hyperconnectée, proche de Lausanne et du lac, offrant des logements abordables, Chavannes at-

tire son monde! Cette croissance correspond aux objectifs urbanistiques de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui agrège le développement urbain autour des axes de transport. «Nous sommes sous la pression d'un coefficient d'utilisation du sol élevé imposé par le canton»,



Préserver la qualité de vie dans une commune en forte croissance: tel est l'un des principaux objectifs de la présidente de Chavannes-près-Renens, Loubna Laabar. Photo Stéphane Herzog

relève Loubna Laabar, dont le projet de vie à Chavannes est aussi lié à l'EPFL, où son mari avait étudié. Ce développement implique un effort continu pour réaliser les infrastructures: collecteurs d'eau, routes, écoles, aménagements publics. Un défi pour une commune modeste. Chavannes accueille beaucoup d'étudiants, mais peu de contribuables fortunés, peu d'entreprises et ne propose guère de logements à acheter. La péréquation intercommunale atténue le déséquilibre financier. La syndique accepte le challenge, mais l'exécutif chavannois tient à préserver la qualité de vie de ce territoire.

Une autoroute à 60 km/h

La commune a par exemple prévu de faire passer six axes routiers à 30 km/h. Quatre le sont déjà. Elle a aussi décidé récemment de dénoncer une convention signée avec l'Office fé-



La commune attire beaucoup d'étudiants (ici, un studio de la résidence «Vortex») et d'autres nouveaux habitants en raison du prix abordable du logement. Photo Keystone



À Chavannes, la densité urbaine jouxte les vastes étendues du bassin lémanique. À l'arrière-plan, la chaîne des Alpes.
Photo Keystone

déral des routes et le Canton de Vaud au sujet de la création à Chavannes d'un échangeur autoroutier. Il s'avère que le trafic sur cet axe est plus faible que prévu. La proposition de la commune? Abandonner cet échangeur, diviser par deux les voies de cette autoroute (qui est un cul de sac) et y réduire la vitesse à 60 km/h. «Cette jonction, c'est un comble, car Chavannes n'est pas un catalyseur de trafic et possède le taux de motorisation le plus bas du canton de Vaud», s'exclame la syndique. Et de pointer la pollution sonore qui affecte nombre

de quartiers.

Quid de la vie dans ces lieux? Lisa Bonard est la patronne du «Café de Chavannes», situé au cœur de l'ancien village. Elle rêve d'événements festifs, de nouveaux bars, d'un cinéma, d'une place centrale. «On crée de grands immeubles mais la population vit sa vie ailleurs», dit-elle. En fait, son restaurant joue un peu le rôle de place publique. Plusieurs populations s'y mêlent: étudiants, enseignants, ouvriers. La Lausannoise bouge, proposant un marché des créateurs, des dégustations de vin naturel et une

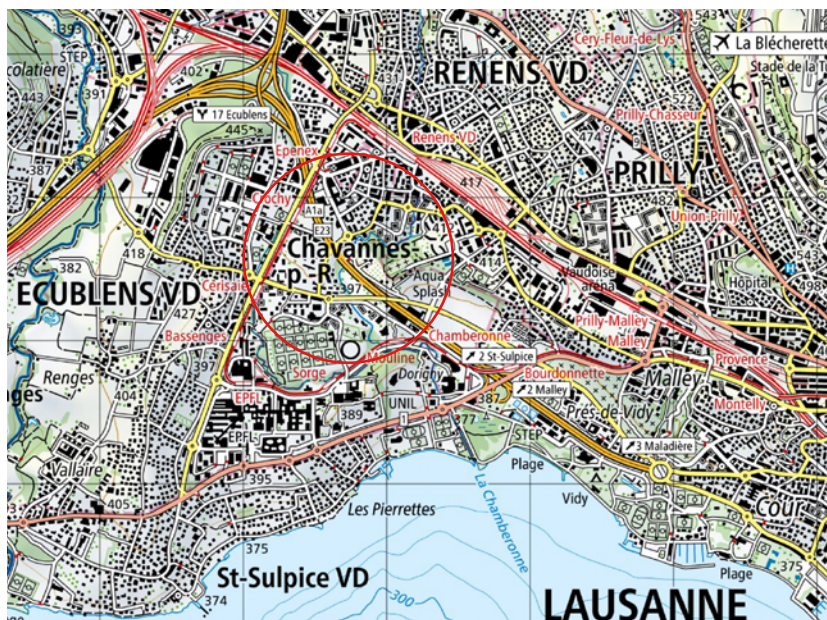
cuisine inventive. Ainsi ce cordon bleu maison avec siphon de fromage et pickles. Ce qui attire des clients venus de loin à la ronde.

La nécessité d'une place publique

La commune est consciente de ces besoins. D'un côté, elle propose des activités aux habitants. Ainsi par exemple ces centres aérés d'une semaine – à 100 francs – où chaque fois, une centaine d'enfants partent en excursion. De l'autre, elle cherche des solutions urbanistiques. Chavannes



Venu ici pour étudier, il y est resté et fait désormais de la politique au conseil municipal: Eduardo Camacho-Hübner.
Photo Stéphane Herzog



a investi 10 millions de francs pour élever au-dessus de l'autoroute une passerelle vélos et piétons qui reliera la Place de la Gare au quartier des Cèdres. «C'est pour recoudre le territoire entre sa partie nord et sud», explique Loubna Laabar.

La commune prévoit aussi d'aménager une grande place au pied de la future tour. Elle s'appuiera pour ce faire sur un système de maîtrise partagée qui permet de créer des places publiques ou des espaces de jeu, et dont la gestion échoit finalement à la commune. «Chavannes, est un lieu insolite, où il fait bon vivre», conclut l'élue socialiste, originaire du Maroc et arrivée sur ces terres en 2008.

La commune de Chavannes-près-Renens, dont le territoire est plutôt petit, se trouve dans l'agglomération lausannoise, qui connaît globalement une forte croissance.
Carte Swisstopo

Guerre en Ukraine: quelles répercussions sur la Suisse?

La guerre en Ukraine, qui a commencé il y a quatre ans, a aussi des répercussions sur la Suisse. Le débat sur l'armement et la neutralité s'enflamme, l'armée a de nouveau le vent en poupe et l'afflux de réfugiés du pays en guerre a entraîné un durcissement de la politique d'asile.

CHRISTOF FORSTER

À la mi-février 2022, le Conseil fédéral lève les dernières mesures liées au coronavirus. Un peu plus d'une semaine plus tard, le gouvernement est à nouveau fortement sollicité. Mais au début, il a du mal à repasser en mode crise. Après l'invasion russe en Ukraine, le président de la Confédération, Ignazio Cassis, évoque un «triste jour» devant les médias, et parle de sanctions en termes vagues. Le lendemain, le gouvernement fait de nouvelles déclarations, à trois cette fois, sans qu'une ligne claire ne se dégage encore. Pendant ce temps, les images bouleversantes en provenance d'Ukraine émeuvent les Suisses et des manifestations contre la guerre se déploient à plusieurs endroits.

Après la guerre froide et la crise des Balkans dans les années 1990, l'Europe s'est habituée à la paix. Il y a bien eu des combats à l'est de l'Ukraine depuis 2014, mais les Suisses ne prennent véritablement conscience que les tensions peuvent dégénérer en conflit armés qu'au moment où la Russie lance sa guerre à grande échelle contre Kiev.

Concrètement, les conséquences prennent la forme d'un important afflux de réfugiés ukrainiens, y compris en Suisse. Un nombre croissant de voitures immatriculées UA se mettent à circuler sur les routes du pays, et des drapeaux ukrainiens bleu et jaune fleurissent sur les façades. La population se montre solidaire, les caisses de l'armée sont renflouées et le Parlement se demande s'il doit, comme par le passé, fournir à chaque soldat un paquet de munitions. Tout cela est aussi une conséquence du bouleversement de la situation sécuritaire sur le continent européen.

Débat épique sur la neutralité

En reprenant les sanctions européennes contre la Russie, le Conseil fédéral ouvre un débat épique sur la neutralité de la Suisse, qui se poursuit aujourd'hui encore. Sur ce, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher (UDC) annonce le lancement d'une initiative populaire. Pour lui, les sanctions économiques sont des armes de guerre. Faire

le jeu d'un agresseur n'est pas neutre, rétorque Ignazio Cassis. L'initiative préconise une interprétation stricte de la neutralité. Elle prévoit que la Suisse ne puisse plus prendre de sanctions contre les pays belligérants, à l'exception de celles imposées par l'ONU.

Et comment la guerre en Ukraine a-t-elle modifié la position de la population suisse sur la neutralité et l'armée? L'étude annuelle de l'EPFZ sur la sécurité montre que la neutralité est toujours largement acceptée: près de 90 % des sondés sont favorables à son maintien. En même temps, 28 % pensent que la Suisse, malgré sa neutralité, devrait pouvoir prendre clairement position dans les conflits armés. Ce chiffre est nettement plus élevé que celui de l'an précédent, avant que la guerre en Ukraine n'éclate. Et 70 % des personnes interrogées trouvent qu'il est juste que la Suisse participe aux sanctions contre la Russie.

Hubert Annen enseigne la psychologie militaire depuis près de 30 ans à l'Académie militaire de l'EPFZ. Pendant longtemps, son activité a suscité du scepticisme, voire du rejet, au sein de son entourage. Il a souvent dû s'expliquer, ou même se justifier. Cela a changé avec la guerre en Ukraine. «Aujourd'hui, la plupart des gens sont d'accord pour dire que l'armée est nécessaire et qu'il faut des professionnels qui s'occupent de la santé mentale des soldats», dit-il.

L'EPFZ mesure aussi l'impact de la guerre sur l'état d'esprit de la population. Les Suisses estiment désormais que les guerres et les conflits sont la plus grande menace. Jamais encore au cours des 35 années précédentes autant de citoyens n'avaient été d'avis que la Suisse dépense trop peu d'argent pour sa défense. Ils sont désormais 82 % à approuver clairement la nécessité de l'armée. Et autre chose encore a changé: comme lors des conflits précédents, la population est plus ouverte à un rapprochement avec l'OTAN. Une petite majorité le souhaite, comme le montrent les sondages annuels de l'EPFZ.

Critiques de l'étranger

La Suisse et le Conseil fédéral sont mis sous pression surtout par les États européens qui aimeraient pouvoir réexporter en Ukraine les armes et munitions qu'ils ont achetées à la Suisse, ce que le Conseil fédéral leur interdit de faire. Ils reprochent à la Suisse l'interprétation stricte de sa politique de neutralité et menacent de renoncer à l'avenir à lui acheter des armes. Ce qui remobilise les responsables politiques. Le Parlement prévoit de réassouplir les dispositions portant sur les exportations d'armes, qu'il avait durcies juste avant la guerre en Ukraine.

Pour l'ancien conseiller national Vert et militant pacifiste Jo Lang, ce ne sont là que des écrans de fumée. Les exportations d'armes via des pays tiers sont interdites par la loi, et complètement marginales du point de vue militaire. «La Suisse devrait plutôt discuter de la manière

dont elle remplit le trésor de guerre de Poutine en lui achetant des matières premières, et de la façon dont elle a contribué à la fabrication d'armes en lui livrant des machines spéciales.» Comme la Russie détruit l'Ukraine à grand renfort d'argent et grâce à des biens essentiels provenant de Suisse, relève Jo Lang, la Suisse a plus que d'autres le devoir de soutenir financièrement l'Ukraine. Pourtant, au regard de sa force économique, elle fait partie dans ce domaine des lanternes rouges d'Europe.

Des parlementaires bourgeois prennent prétexte de la guerre en Ukraine pour exiger davantage d'argent pour l'armée, et ils y parviennent. Le Parlement augmente le budget militaire et réduit celui de la coopération internationale. La gauche reproche à la droite de se servir de la guerre à des fins de propagande politique en faveur de l'armée.

Pour financer l'armement à coups de milliards, le Département de la défense envisage désormais, d'après ce qu'affirment certains médias, d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée. L'objectif est d'allouer des ressources bien plus importantes à l'armée à plus long terme. Encore une conséquence de la guerre en Ukraine.

Intégration réussie

Loin de la politique, les Suisses se montrent solidaires et actifs vis-à-vis des Ukrainiens réfugiés en Suisse. Ils leur donnent des cours de langue, les aident dans leurs démarches administratives et mettent des logements à leur disposition. Durant les trois premiers mois, 80 % des réfugiés sont logés chez des particuliers. La Suisse a bien maîtrisé cette forte hausse, déclare Miriam Behrens, directrice de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés, avec le recul. Le pays a dû d'un coup faire face non plus à 20'000 demandeurs d'asile, mais à 100'000. La situation est stable, mais atteint ses limites. Cela se manifeste, déclare Miriam Behrens, dans les critiques émises par des représentants des autorités, qui ont ensuite été reprises par les cercles politiques et qui ont influencé le discours public. «Ainsi, un terrain propice à divers durcissements a été préparé, non seulement en ce qui concerne le statut de protection S, mais aussi le domaine de l'asile», relève-t-elle, en regrettant qu'actuellement, tous les coups soient permis.

Selon Miriam Behrens, la Suisse peut tout de même être fière du fait que 45 % des réfugiés arrivés en Suisse en 2022 aient trouvé du travail. Le pays ne saurait trop s'en féliciter.

Et malgré les traces que la guerre en Ukraine a laissées en Suisse, les Ukrainiens se font peu remarquer au quotidien.

Voir le dossier «En profondeur» consacré à l'Ukraine dans la «Revue» de juillet 2022: www.revue.link/ukraine22

Les écoliers doivent-ils laisser leur smartphone à la maison?

Réglementer clairement l'utilisation des smartphones à l'école, voire les interdire complètement: cette exigence politique se fait de plus en plus souvent entendre, y compris en Suisse. Elle se double d'une autre question: faut-il interdire les réseaux sociaux aux mineurs?

DENISE LACHAT

Les smartphones n'ont pas été développés pour les enfants, mais ils ont transformé le monde de l'enfance en un temps record: tel est le constat établi par le mouvement international de parents «Smartphone Free Childhood». Celui-ci réunit des parents qui se sont donné pour objectif de tenir les enfants loin des smartphones aussi longtemps que possible. Leur argument: les enfants grandissent dans un monde numérique qui est conçu pour les rendre accro. Diverses études montrent que cette dépendance a de graves conséquences sur le développement, la santé psychique et les relations des enfants entre eux. Les chercheurs américains Jonathan Haidt et Jean Marie Twenge, en particulier, constatent que depuis le lancement des smartphones, les taux de dépression, d'états anxieux et de pensées suicidaires ont nettement augmenté chez les jeunes, tandis que la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants accuse un recul massif.

Des interdictions dans le vent

Plusieurs pays réagissent en prononçant des interdictions. L'Italie et la France ont déjà banni le smartphone des écoles il y a plusieurs années, les Pays-Bas en ont fait de même au début de 2024. Et à l'automne 2025, le pays le plus fortement numérisé d'Europe leur a emboîté le pas: le Danemark, où les enfants reçoivent des tablettes dès leur entrée à l'école, interdit désormais aux élèves d'emporter leur smartphone à l'école. L'argument est le même partout. Tandis que l'ordinateur et les tablettes peuvent et doivent être utilisés pour l'enseignement, les smartphones privés nuisent à la concentration et à la tranquillité dans les



salles de classe et abîment l'esprit de communauté.

Dans la Suisse fédérale, où les cantons sont souverains en matière de formation, la situation ressemble à un patchwork. Mais politiquement, une tendance se dessine aussi en faveur de l'interdiction. Les cantons de Vaud et du Tessin ont interdit les téléphones portables depuis belle lurette dans les écoles. Cette année, Nidwald, le Valais, Argovie et Neuchâtel en ont fait de même. Des interventions similaires s'observent à Zoug et en Thurgovie. Dans d'autres cantons, l'interdiction a parfois été refusée au seul motif que ce sont les communes qui

Le canton du Valais a banni les téléphones mobiles dans les classes: à l'école, les élèves déposent leur appareil au «garage des portables».

Photo Keystone

sont compétentes pour légiférer. Nombre d'écoles ont édicté leurs propres règles, mais souvent sans interdire explicitement aux enfants d'emporter leur portable à l'école. Ainsi, les élèves doivent par exemple le déposer dans un endroit sécurisé avant le début des cours. Selon les établissements scolaires, l'objet y reste aussi pendant les pauses. Ce qui est certain, c'est que les appels à l'interdiction émanent de tous les camps politiques. En outre, leurs auteurs savent qu'une nette majorité de la population suisse est derrière eux. D'après une étude de l'institut suisse de recherche Sotomo, près de 80 %

Les smartphones dérangent en classe. Mais ils font aussi partie de la vie des enfants. Même les billets de bus se trouvent souvent sur les smartphones.

des Suisses sont favorables à une interdiction du smartphone à l'école. À l'échelle nationale, la Suisse est encore loin d'adopter une loi dans ce domaine. Néanmoins, sur demande du Parlement fédéral, la Confédération doit se pencher sur le sujet. Le Parlement a approuvé deux interventions presque identiques de conseillères d'État Vertes, exigeant que la Confédération établisse un rapport à ce sujet. L'objectif est de déterminer comment l'État peut protéger les enfants et les jeunes d'une consommation excessive et nocive des réseaux sociaux, et ce qu'il pense d'une interdiction du smartphone à l'école. Ces interventions font d'ailleurs référence aux études susmentionnées.

Promouvoir les compétences

Mais que pensent les enseignants, les directions d'écoles et les spécialistes de l'adolescence d'une interdiction du portable à l'école? Peu de choses. En 2024, la faïtière suisse des enseignants (LCH) a déclaré que les études à ce sujet n'étaient pas unanimes. Que le succès de l'interdiction des smartphones à l'école dépendait fortement de la manière de l'appliquer et des mesures pédagogiques l'accompagnant. Que les écoles, en matière de smartphones et d'autres appareils numériques, devaient peser soigneusement les intérêts entre le contrôle et la promotion des compétences numériques. Les smartphones, avance la LCH, peuvent potentiellement entraîner une déconcentration, une dépendance et des risques comme le cyberharcèlement, mais offrent aussi d'importantes possibilités d'apprentissage. D'après la faïtière, une interdiction n'est pas porteuse.

Pro Juventute, la fondation suisse pour les enfants et les jeunes, est également favorable à des solutions conformes aux besoins; les écoles devraient pouvoir conserver leur liberté pédagogique. Surtout, Pro Juventute plaide pour que les groupes

concernés soient consultés à ce sujet. Si les enfants et les jeunes sont écartés des prises de décision, il est fort probable qu'ils contourneront les interdits: «Les élèves emportent par exemple un deuxième appareil à l'école ou utilisent leur téléphone en cachette.» Il faut également prendre les besoins des enfants et des jeunes au sérieux, souligne Pro Juventute: «Beaucoup ont besoin de leur téléphone sur le chemin de l'école, ou juste avant ou après les cours. Par exemple parce que leur billet de transport public s'y trouve, ou pour qu'ils puissent communiquer avec leurs parents. Une interdiction généralisée revient à ignorer la réalité de la vie des enfants et des jeunes et complique l'organisation autonome de leur quotidien.» Pour la fondation, il est évident qu'une interdiction pure et simple ne remplace pas l'éducation aux médias. Il est préférable de promouvoir les compétences des élèves en matière d'utilisation des médias numériques.

Protéger la jeunesse des réseaux sociaux

C'est également l'avis de la faïtière suisse des directions d'écoles. Son président, Thomas Minder, appelle néanmoins de ses vœux une intervention politique. Dans des médias suisses, il a déclaré qu'il fallait interdire l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs. Comme la loi suisse n'autorise les jeunes à voter et à gérer leur propre argent qu'à partir de 18 ans, Thomas Minder affirme ne pas comprendre qu'il n'en aille pas de même pour des programmes qui entraînent

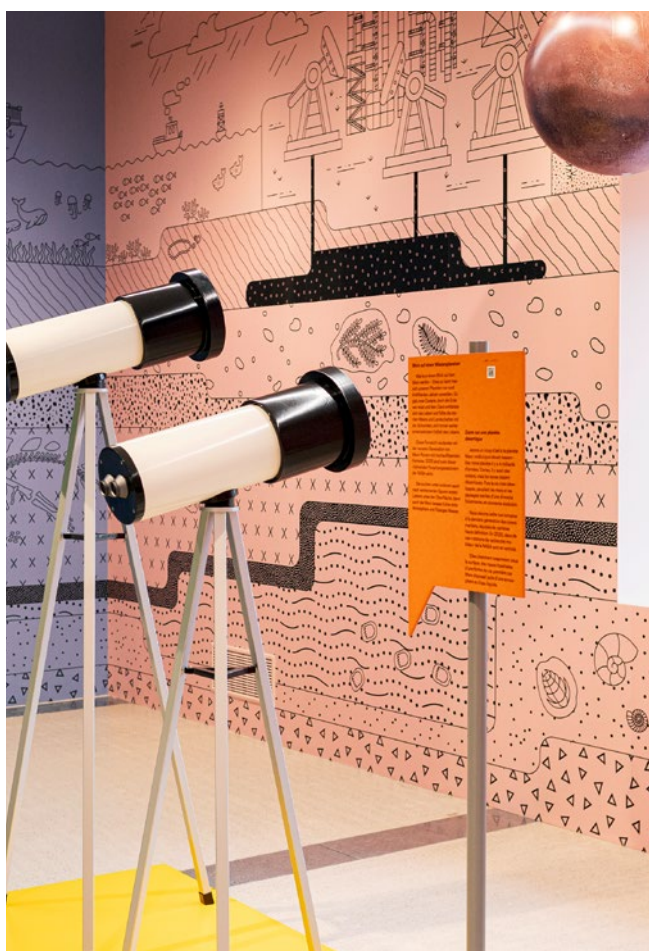
une aussi forte dépendance que l'alcool et le tabac. Interdire Instagram et TikTok aux jeunes? La première loi de ce type au monde s'applique depuis décembre 2025 en Australie, qui a interdit l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans. Le groupe Meta, propriétaire de Facebook et d'Instagram, a par conséquent dû désactiver les comptes des jeunes utilisateurs. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est elle aussi prononcée en faveur d'une limite d'âge, et plusieurs États européens planchent sur le sujet. Cette exigence pourrait également s'inviter dans la politique suisse. Les deux interventions parlemen-



D'après Thomas Minder, de la faïtière suisse des directions d'écoles, il faut interdire l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs. Photo MAD

taires déposées demandent à l'État non seulement de dire ce qu'il pense du bannissement des smartphones à l'école, mais aussi du fait d'interdire l'accès aux réseaux sociaux aux jeunes. D'ici à ce que le rapport soit prêt, le débat continuera vraisemblablement d'être vif: en Australie, deux écoliers ont fait recours en justice contre l'interdiction des réseaux sociaux peu avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Voir l'étude de Sotomo (en allemand seulement): www.revue.link/handy
Mouvement de parents «Smartphone Free Childhood» (en anglais seulement): www.revue.link/phonefree



La Terre a traversé d'innombrables catastrophes climatiques. Au musée, des longues-vues permettent de revenir plusieurs milliards d'années en arrière, quand la Terre était un désert.

À l'entrée, une vidéo condense l'histoire de la Terre en une minute. L'homme n'y apparaît qu'aux dernières secondes.



Une exposition sur le climat non moralisatrice

Une exposition qui continuera à évoluer sur les 10 ou 20 prochaines années? C'est ce que propose le Musée d'histoire naturelle de Berne en explorant la thématique du changement climatique. Le résultat est passionnant, et parvient même à transmettre de l'espoir.

JÜRGEN STEINER

Ça bave, ça coasse et ça gazouille. Nous sommes au cœur d'un paysage marécageux à travers lequel vole une libellule monstrueuse. À côté d'une souche en putréfaction, une créature blanche sans yeux, qui pourrait être un ver ou une chenille, se déplace sur le sol, antennes tendues. Involontairement, notre regard se porte à nos pieds. On veut être sûr qu'on n'est pas en train de s'embourber.

Cette mise en scène d'une forêt tropicale marécageuse fait partie de la nouvelle exposition «Allô la Terre! Le climat en mutation» du Musée d'histoire naturelle de Berne. Le marais tropical se loge dans un cube de bois, où le monde est présenté tel qu'il était il y a 300 millions d'années. Bien avant que l'homme n'apparaisse.

Il y a 20 ans, en perçant le tunnel ferroviaire de base à travers le Lötschberg, des ouvriers ont trouvé des indices montrant que Berne, ce canton montagneux, était autrefois une zone chaude et humide. Ils ont découvert non seulement du granite, mais aussi une couche de roche contenant des restes végétaux carbonisés de cette époque. Quel rapport cela a-t-il avec le changement climatique qui nous préoccupe aujourd'hui? Ces vestiges de charbon fossilisés viennent nous rappeler les quantités astronomiques de carbone que les zones humides intactes ont absorbé pendant des siècles. En quelques décennies, la civilisation moderne a libéré ce carbone piégé en brûlant du charbon et du pétrole, et accéléré ainsi le changement climatique.

La combustion des énergies fossiles

C'est ainsi que fonctionne le langage visuel que l'équipe du Musée d'histoire naturelle a habilement mis en place. Il montre que le changement climatique et les catastrophes sont des constantes dans l'histoire de la planète. L'homme, qui peuple la Terre depuis relativement peu de temps, met néanmoins en branle d'énormes leviers. Il peut (ou pourrait) cependant toujours, à la différence des chutes de météorites ou des éruptions volcaniques historiques, faire quelque chose pour éviter la catastrophe. Dora Strahm, commissaire de l'exposition, explique l'approche grand public que le musée a choisie:

«Nous voulions revenir aux faits très simples qui sous-tendent le sujet, mais qui sont souvent oubliés.» Elle résume la problématique dans une phrase lapidaire: «La combustion des énergies fossiles continue.» 70 % des émissions mondiales de CO₂ proviennent toujours de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz naturel: «Le changement climatique, souligne Dora Strahm, ne relève pas de la politique, mais de la physique.»

Le musée bernois évoque un passé lointain, mais tisse toujours des liens avec le présent. «Notre exposition devait s'adresser aussi à des gens n'ayant absolument aucune connaissance en sciences naturelles», explique la commissaire.

Les dinosaures parmi nous

Mais elle apporte également son lot de découvertes aux personnes versées dans le sujet. À l'instar du cube, par exemple, qui présente un événement qui s'est produit il y a 66 millions d'années: la chute d'un météorite d'une circonférence de 14 kilomètres au sud du Mexique actuel. Une pluie de soufre s'est mise à tomber, en quelques secondes la Terre est devenue un lieu hostile, d'où les dinosaures ont été balayés. Cependant, toute vie n'a pas disparu: certains oiseaux, par exemple, qui vivaient non dans les arbres mais sur le sol, ont survécu au désastre. D'après les chercheurs, cela est dû au fait qu'ils étaient moins dépendants des arbres qui avaient péri. Ces oiseaux sont les dinosaures qui vivent encore parmi nous.

La particularité de cette exposition est la durée qui lui a été assignée: il est prévu qu'elle reste en activité entre 10 et 20 ans. Elle évoluera donc en permanence. Comme les douze témoignages provenant de différentes situations professionnelles et sociales, qui reflètent dans de courtes vidéos la perception actuelle du changement climatique. Tant que l'exposition durera, les auteurs des témoignages feront chaque année une nouvelle déclaration.

L'homme peut... ou pourrait

L'exposition présente aussi les avancées réalisées et les retours en arrière dans l'action

Il y a 300 millions d'années, la Suisse était une région marécageuse, où les ressources fossiles que nous brûlons aujourd'hui sont apparues.

Photos Danielle Liniger



contre le changement climatique. Sur une paroi, un grand diagramme avec des dizaines de colonnes illustre l'évolution des émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique jusqu'en 2050, date à laquelle la plupart des pays veulent avoir réduit leurs émissions à zéro net. Ils ne pourront alors plus émettre davantage de CO₂ qu'ils ne parviennent à en piéger, par exemple dans des zones humides, au cours de la même année.

Chaque année, une colonne sera ajoutée au diagramme. Celle de l'année 2025 y figurera bientôt. Un fait est d'ores et déjà connu: en 2025, les émissions de CO₂ auront été supérieures à ce qu'elles auraient dû être pour atteindre le zéro émission nette en 2050. Malgré tout, l'exposition «Allô la Terre!» «mise sur l'espoir plutôt que sur l'impuissance, sur la joie de la vie florissante sur la planète Terre plutôt que sur son extinction».

La grande différence entre le changement climatique actuel et les catastrophes climatiques du passé, explique Dora Strahm, est la suivante: «Nous pouvons agir pour préserver notre environnement.» Et que fera le Musée d'histoire naturelle? Ce sera aux visiteurs de le déterminer. Ils pourront voter pour décider, en plusieurs étapes, quels seront les projets durables que l'exposition soutiendra par un petit montant et exposera. «Chaque contribution est importante contre le changement climatique», insiste Dora Strahm.

Quasiment aucune leçon de morale

Et même si «Allô la Terre!» véhicule un message («Agissons!») et ne dissipe pas la crainte qu'il pourrait être trop tard et qu'on en fait trop peu, l'exposition est presque exempte de leçons de morale. Avant de passer le sas d'entrée, on parcourt 4,5 milliards d'années d'histoire de la Terre dans une séquence vidéo d'une minute en guise d'amuse-bouche. L'homme n'y apparaît qu'au tout dernier instant. Avec cela en tête, on tombe dans une des salles du musée sur une vitrine où est exposée la reproduction d'un cerveau humain. Toute seule. Il pourrait bien s'agir de l'instrument décisif pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre au zéro net.



Sans leçon de morale: la paléontologue Ursula Menkveld (ci-dessus) a conçu «Allô la Terre!» avec la commissaire Dora Strahm.

Photos Danielle Liniger



La combustion des énergies fossiles constitue la principale cause du réchauffement climatique induit par l'homme.

L'objet exposé ici représente le facteur décisif dans la lutte contre le réchauffement climatique: le cerveau humain.



La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 51^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 479 000 exemplaires, dont 311 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Walter Schmid, rédacteur en chef (WS),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter
(TP), Susanne Wenger (SWE), Amandine
Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU
DFAE
La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral»
est publiée sous la responsabilité de la
Direction Consulaire, Innovation et
Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003
Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Roman Häfliger, Bâle

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la
rédaction: Organisation des Suisses de
l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE
ÉDITION: 15 décembre 2025

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement
à votre ambassade ou à votre consulat,
la rédaction n'ayant pas accès à vos
données administratives.



Avoir des enfants et des animaux dans un pays riche

1,29

Une question fait beaucoup jaser la Suisse à l'heure de l'apéro: quand le pays franchira-t-il la barre des 10 millions d'habitants? Quoi qu'il en soit, les Suissesses font actuellement tout pour endiguer la croissance de la population: le taux de fécondité est tombé à 1,29 enfant par femme. Un nouveau plancher.

SOURCE: OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE,
ENQUÊTE DE 2024

7024

Désir d'enfant en berne, abandon d'animaux: cela ne tient vraisemblablement pas qu'à l'argent. En Suisse, le salaire médian a augmenté pour s'établir à 7024 francs par mois pour un emploi à plein temps. Cela devrait suffire pour élever plus de 1,29 enfant par famille et même pour nourrir deux ou trois cochons d'Inde.

SOURCE: OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, 2025

9%

Le salaire médian offre-t-il une image trompeuse? Celle que tout le monde s'en sort très bien? Dans un rapport détaillé, les autorités fédérales arrivent à la conclusion que 9 % des habitants du pays sont pauvres. Leur revenu se situe au-dessous du minimum social. Et la part de pauvres ne baisse pas depuis dix ans, bien que la Suisse s'y soit engagée.

SOURCE: OFFICE FÉDÉRAL
DES ASSURANCES SOCIALES, 2025

32'000

En Suisse, de plus en plus de gens ne veulent pas d'enfants. Près d'un cinquième de la population indique n'en avoir aucun désir. Mais beaucoup ne craignent pas les responsabilités, et le marché des animaux domestiques est en plein boom. Revers de la médaille: chaque année, des milliers de chiens, chats, lapins, poissons et oiseaux sont abandonnés ou confiés à des refuges. Rien que la Protection suisse des animaux recueille chaque année 32'000 animaux domestiques devenus indésirables.

SOURCE: PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA



850'000'000'0000

Si le salaire médian augmente mais que le taux de pauvreté reste le même, c'est peut-être parce que les nantis s'en sortent encore mieux? Tel est bien le cas: en 2025, la fortune globale des 300 plus riches de Suisse a augmenté pour atteindre 850 milliards de francs. Un nouveau record.

SOURCE: MAGAZINE ÉCONOMIQUE «BILANZ», ENQUÊTE ANNUELLE

RECHERCHE DES CHIFFRES: MARC LETTAU



Des milliards pour la protection climatique?

La Suisse doit investir davantage pour atteindre ses objectifs climatiques. C'est ce que réclame l'initiative pour un fonds climat. Le camp du non refuse d'«endetter les générations futures».

EVELINE RUTZ

Au cri d'alarme des climatologues s'ajoute celui des partis de gauche: le PS et les Verts s'inquiètent du fait que la Suisse se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Sans une protection climatique conséquente, le réchauffement pourrait atteindre 4,9 °C d'ici la fin du siècle. «Les épisodes de canicule, de sécheresses et de fortes pluies se multiplient, mettant à rude épreuve notre santé et nos infrastructures», constate Mattea Meyer, coprésidente du PS. Pour juguler la crise climatique, «le plus grand défi de notre époque», les partis de gauche demandent à l'État d'en faire plus. Ils veulent créer un fonds qui serait alimenté chaque année par un montant compris entre 0,5 et 1 % du produit intérieur brut (PIB). Leur initiative «Pour une politique énergétique et climatique équitable: investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat)» sera mise en votation le 8 mars 2026.

«Nous allons rendre la Suisse climatiquement neutre», promettent les initiateurs. Avec des fonds publics – entre 3,9 et 7,7 milliards de francs par an –, ils veulent isoler des bâtiments, promouvoir la mobilité électrique et l'installation de panneaux solaires à



grande échelle. Ils entendent aussi protéger la biodiversité et financer des reconversions professionnelles «afin que personne ne passe entre les mailles du filet social» et que le pays dispose d'assez de spécialistes. L'initiative doit contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici 2050, en faveur de laquelle le peuple s'est prononcé en 2023. La Suisse doit aussi renforcer son indé-

Des événements comme l'effondrement du glacier et l'éboulement de Blatten forment le décor du débat politique: le changement climatique bouleverse la Suisse depuis longtemps déjà, argumentent les initiateurs. Photo Keystone

pendance. «Le fonds climat accroît notre sécurité d'approvisionnement en nous libérant enfin du pétrole et du gaz étrangers», relève Lisa Mazzoni, présidente des Verts.

Les opposants dénoncent des risques politiques et financiers

Le Conseil fédéral et une majorité du Parlement ne voient aucune nécessité d'agir. La politique climatique actuelle, «qui consiste en une combinaison de mesures d'encouragement ciblées, de prescriptions et d'instruments économiques», fera baisser les émissions de CO₂ comme prévu, avancent-ils. Au lieu de larges subventions, ils misent sur des soutiens ciblés et des incitations efficaces. Accroître les allocations n'est pas nécessaire à leurs yeux. Actuellement, la Confédération et les cantons dépensent annuellement près de 2 milliards de francs pour la protection climatique et l'énergie, et 600 millions pour la biodiversité.



Des montagnes qui s'effritent: telle est l'une des menaces réelles et croissantes du changement climatique. Ici, le village évacué de Brienz (GR). Photo Keystone

Les adversaires de l'initiative s'opposent à l'idée de surcharger le budget de l'État, dont la situation financière est déjà tendue. Ils critiquent le fait que le fonds exigé ne soit pas soumis au frein à l'endettement. «Ainsi, nous léguerions à nos enfants des montagnes de dettes», affirme le conseiller national Andri Silberschmidt (PLR), ce qui est, selon lui, tout sauf un comportement durable. Il met en garde contre les effets d'aubaine, qui naissent lorsqu'on subventionne des projets qui auraient de toute façon été réalisés. Ainsi, par exemple, la plupart des chauffages à mazout sont de toute façon remplacés aujourd'hui par des pompes à chaleur. Andri Silberschmidt note que les subventions publiques font rarement changer les comportements du tout au tout. Pour le conseiller national Nicolò Paganini (Le Centre), cette initiative «remplace l'efficacité par le symbole, la discipline budgétaire par l'automatisme et le contrôle démocratique par des ordres permanents».

L'État devrait agir résolument

Les partisans de l'initiative font observer que le changement climatique bouleverse déjà la Suisse. Cela s'est vu à Gondo (VS), au Tessin, à Brienz (GR) et récemment à Blatten (VS). «Ce sont nous, les êtres humains, qui en souffrons», note la Verte Katharina Prelicz-Huber. La nature survivra d'une façon ou d'une autre, dit-elle, mais notre habitat est menacé.

Pour protéger les intérêts des générations à venir, l'État doit agir résolument et investir, pense la conseillère nationale PS Gabriela Suter. «Seules des mesures prévoyantes nous permettront d'assurer un avenir à nos descendants, et une vie aussi bonne que la nôtre.» Marc Jost, du PEV, renchérit: la Suisse en fait trop

peu pour atteindre la neutralité climatique et satisfaire à ses obligations internationales. «Le statu quo n'est plus une option.» Il admet qu'il importe d'éviter de nouveaux déficits publics, mais relève que manquer ses objectifs climatiques coûte plus cher encore. Si l'initiative est acceptée, le nouveau fonds devra être disponible en 2029 au plus tard.



«Le statu quo n'est plus une option. Manquer les objectifs climatiques coûte plus cher encore»

Marc Jost (PEV) explique pourquoi il soutient l'initiative



«L'initiative remplace l'efficacité par le symbole et le contrôle démocratique par des ordres permanents»

Nicolò Paganini (Le Centre)
explique pourquoi il rejette l'initiative

Aperçu des votations du 8 mars 2026

Inscrire le franc suisse dans la Constitution

L'initiative sur l'argent liquide exige que l'État garantisse durablement l'approvisionnement en pièces et en billets. Pour ses auteurs, l'argent liquide garantit la liberté individuelle et protège la sphère privée. Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent l'objet, lui préférant le contre-projet plus modéré (voir «Revue Suisse» 5/2025).

Moins d'argent pour la SSR

La redevance de radio-télévision doit-elle baisser de 335 à 200 francs par ménage et être complètement abolie pour les entreprises? C'est ce qu'exigent l'UDC et les Jeunes libéraux-radicaux avec leur initiative «200 francs, ça suffit!». À ce sujet, voir notre dossier «En profondeur».

Investir davantage dans la protection climatique

L'initiative pour un fonds climat exige que la Suisse combatte plus résolument le changement climatique. Pour ce faire, notre pays devrait verser chaque année entre 0,5 et 1 % de son PIB dans un fonds et investir plusieurs milliards de francs dans la décarbonation des transports, des bâtiments et de l'économie.

Abolir la pénalisation du mariage

Les personnes physiques devraient payer leurs impôts de manière individuelle, sans que leur état civil ne joue plus le moindre rôle. Le Conseil fédéral et une majorité du Parlement veulent abolir la «pénalisation du mariage» et soutiennent la nouvelle loi fédérale sur l'imposition individuelle. Actuellement, les couples mariés sont taxés en commun, ce qui peut entraîner des désavantages en cas de double revenu. Le PLR, le PS, les Verts et les Vert'libéraux sont pour ce changement. Le Centre, le PEV, l'UDC et l'UDF sont contre et mettent en garde contre l'apparition de nouvelles injustices. Les cantons craignent d'importantes pertes fiscales.



Le peuple retoque deux initiatives

Les Suisses ne veulent pas d'un impôt sur les successions des grandes fortunes, tel que l'exigeait la Jeunesse socialiste. L'initiative non partisane en faveur d'un service citoyen a également fait naufrage dans les urnes. La Cinquième Suisse aussi a clairement rejeté les deux objets.

THEODORA PETER

Sur les deux initiatives populaires qui sont passées en votation le 30 novembre, c'est surtout l'impôt sur les successions qui avait entraîné de vifs débats durant la campagne. Cette initiative de gauche «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement» visait les successions de plus de 50 millions de francs. Les impôts prélevés sur de tels héritages auraient dû servir à financer des mesures de protection climatique («Revue» 4/2025). Le projet de la Jeunesse socialiste (JS) s'est fait sévèrement retoquer: plus de trois quarts (78,3 %) des votants l'ont rejeté, et aucun canton ne l'a accepté. Même les grandes villes, d'ordinaire bien disposées à l'égard des

initiatives vertes et de gauche, ont dit non, à l'exception de la ville de Berne. Les Suisses de l'étranger ont rejeté l'initiative à 66,6 %, soit un peu moins clairement que la moyenne nationale des votants.

Les auteurs de l'initiative ont mis cet échec sur le compte de la «campagne de diffamation» menée par leurs adversaires. Avec leur «alarmisme ciblé», les partis de droite et les cercles économiques ont tenté de bloquer tout débat sur la concentration des richesses et la crise climatique, écrit la JS: «Quiconque remet en question les privilèges des plus riches doit être intimidé et délégitimé.»

Le camp du non avait mis en garde contre cette «initiative socialiste d'expropriation», estimant que la place financière suisse était en danger. De riches entrepreneurs avaient même menacé de quitter la Suisse si l'initiative était acceptée. D'après les politologues, cette annonce a semé le doute chez nombre de votants. Le comité d'initiative n'a pas réussi à mettre en évidence les avantages de son projet, à savoir plus d'argent pour la protection climatique. Ainsi, c'est surtout la charge fiscale supplémentaire qui a été au cœur du débat.

Des armes inégales

Le comité du non a dépensé une petite fortune dans le combat qu'il a remporté, puisqu'il a investi près de 3,7 millions de francs dans la campagne, financée en majeure partie par l'association faîtière Economiesuisse. Le comité d'initiative, quant à lui, n'a pu compter que sur 400'000 francs.

Le verdict sans appel du peuple devrait provisoirement faire oublier l'idée d'un impôt sur les successions au niveau fédéral. Il y a dix ans déjà, une initiative similaire avait été balayée avec 71 % de non. Reste à savoir si la gauche remettra un jour la question sur le tapis. La JS entend poursuivre sa «lutte pour une protection du climat socialement équitable et contre les inégalités croissantes».

Il est vrai que le 1 % le plus fortuné de la population possède plus de 30 % de la fortune privée totale en Suisse. Les 300 plus riches du pays accumulaient ainsi l'an dernier une fortune totale de 850 milliards de francs – un nouveau record.

La répartition inégale des richesses semble préoccuper aussi les plus fortunés. Ainsi, le milliardaire Alfred Gantner a créé la surprise le jour de la votation en affirmant que les supers-riches devraient payer davantage d'impôts sur la fortune. Aux journaux qui l'ont interviewé, l'investisseur financier – qui s'est enrichi grâce à ses activités de capital-investissement – a déclaré que cela au-

Le projet porté par la présidente de la JS, Mirjam Hostetmann, n'a eu aucune chance dans les urnes: l'impôt sur les successions des grandes fortunes qu'exigeait son parti a été rejeté sans appel.

Photo Keystone



rait un impact bien plus fort qu'un impôt sur les successions. Lui-même serait prêt à payer davantage d'impôts, car, dit-il, il n'a pas fait fortune «juste comme cela: il [lui] a également fallu beaucoup de chance». Alfred Gantner considère la concentration croissante des richesses d'un œil critique: «Il est intolérable que certains, dans ce pays, possèdent des fortunes colossales, tandis que d'autres ne savent pas comment payer leurs primes d'assurance-maladie et leur loyer.»

Aucune chance pour l'initiative service citoyen

Le dimanche de la votation, la défaite a également été douloureuse pour les auteurs de l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage», qui voulaient élargir la définition du service militaire obligatoire et l'étendre à toutes les citoyennes et tous les citoyens suisses sous la forme d'un service citoyen d'utilité publique («Revue» 4/2025). Le peuple n'a pas voulu en entendre parler: il a rejeté l'initiative avec 84,1 % de non. La Cinquième Suisse a elle aussi refusé clairement l'idée, avec 76,5 % de non.

Pour Noémie Roten, co-initiatrice et force motrice de l'initiative, ce résultat montre «à quel point il est difficile pour un petit comité issu de la société civile de s'opposer à tout l'establishment politique». En effet, le projet d'un service de milice général a été combattu par plusieurs camps à la fois: la gauche critiquait ce nouveau «service obligatoire» imposé aux femmes, tandis que la droite craignait qu'un service citoyen aux contours aussi larges n'affaiblisse le service militaire classique. L'objec-

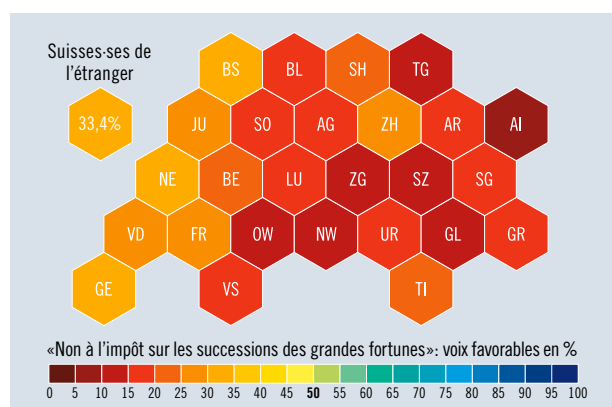


tif des partis bourgeois est de toute façon de ramener davantage de jeunes hommes vers le service militaire. Car depuis l'introduction du service civil en 1996, de plus en plus d'hommes choisissent d'effectuer un service d'utilité publique pour la société plutôt que de servir dans l'armée. À l'automne 2025, le Parlement a donc décidé de rendre le service civil moins attrayant, notamment en allongeant la durée des engagements. La fédération pour le service civil Civiva, avec le concours du PS et des Verts, a lancé un référendum contre cet amendement de la loi. S'il aboutit, ce sera à nouveau le peuple qui aura le dernier mot.

Noémie Roten (au centre de l'image) et ses compagnons de lutte pour un service citoyen suivent les résultats le dimanche de la votation. À la fin de la journée, les sourires avaient disparu.

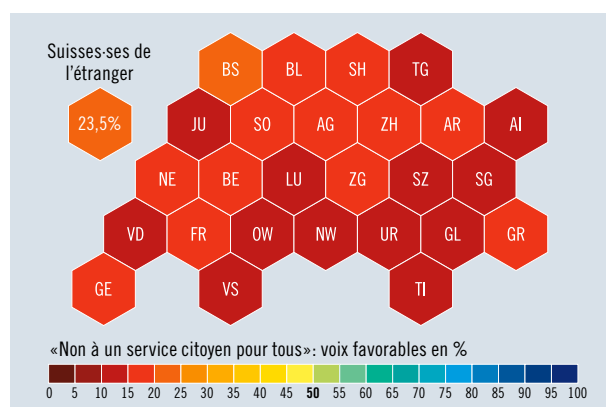
Photo Keystone

Non à l'impôt sur les successions des grandes fortunes



L'initiative populaire «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement» a été sèchement rejetée à l'échelle nationale avec 78,3 % de non. La Cinquième Suisse l'a elle aussi retoquée, quoique moins clairement, avec une part de non de 66,6 %.

Non à un service citoyen pour tous



L'initiative populaire «Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)» a été balayée à l'échelle nationale avec 84,1 % de non. La Cinquième Suisse a rejeté l'objet avec 76,5 % de non. Tous les cantons se sont prononcés contre l'initiative.

«Il ne s'est jamais soucié de littérature, mais de la vie, de sa vie»

Hommage au malheureux mais fabuleux poète Hamo Morgenthaler (1890–1928).

CHARLES LINSMAYER

«Pardonnez-nous de ne pas pouvoir parler de ce livre, mais nous ne sommes pas habitués à voir votre maison publier d'aussi vains bavardages», écrit en 1922 le «*Berner Tagblatt*» à l'éditeur Orell Füssli en lui renvoyant «*Ich selbst. Gefühle*» [Moi-même. Sentiments], de Hans Morgenthaler. Comme à chaque fois depuis son premier livre «*Ihr Berge*» [Vous les montagnes], paru en 1916, l'écrivain, né le 4 juin 1890 à Berthoud, docteur en botanique, zoologie et géologie à l'EPFZ, et atteint d'une tuberculose incurable depuis son séjour au Siam de 1917 à 1920, a choisi la forme des «impressions» pour relier récit personnel et prose scientifique.

Si cet alpiniste passionné, pour qui les sorties en montagne ressemblaient à une transe en état d'ivresse, a déclaré sa flamme à la montagne dans son premier ouvrage, les suivants traiteront de ses expériences asiatiques. En 1921, «*Matahari. Stimmungsbilder aus den malay-sisch-siamesischen Tropen*» [Matahari. Impressions des tropiques malaisiens et siamois] relate le parcours d'un Européen las de la civilisation et tente de dépasser les préjugés coloniaux pour comprendre la mentalité de la population indigène.

Son ouvrage suivant, «*Gadscha Puti. Ein Minenabenteuer*» [Gadscha Puti. Une aventure minière], plus pessimiste, est refusé par Orell Füssli en 1926 et ne paraîtra qu'après la mort de Morgenthaler. Il en ira de même pour son roman autobiographique «*In der Stadt. Die Beichte des Karl von Allmen*» [En ville. La confession de Karl von Allmen], qui plonge dans les tréfonds de la «misère poétique» de l'auteur et n'a été publié que des décennies après sa mort. Cependant, «*Ich selbst. Gefühle*» n'était absolument pas un «vain bavardage», mais,

«À quoi me sert-il d'avoir prouvé que je peux créer de la beauté, jeter ça et là sur le papier une jolie petite phrase; quel sens cela a-t-il qu'il me faille, dans notre propre Europe, tant souffrir moralement et physiquement, avoir littéralement faim – à plus d'un égard – si je ne récolte que les remerciements du diable quand je tente de donner le meilleur de moi-même?»

Extrait tiré de: «*Woly, Sommer im Süden*», Zurich, 1924

comme le note Kurt Marti en 1981, le cri d'un homme qui ne s'est «jamais soucié de littérature», mais toujours «de la vie, de sa vie». Il est étonnant de constater qu'au même moment, Morgenthaler écrit un livre aussi sensuel qu'érotique, philosophique, critique à l'égard de son époque, et même humoristique.

«*Woly*», une histoire d'amour chaste et brûlante

Le roman «*Woly. Sommer im Süden*» [Woly. Un été au Sud], paru en 1924,

se déroule à Ascona et raconte l'amour impossible de Hamo, poète songeur et sensible, pour Woly, une Danoise émancipée et sûre d'elle. «Jamais encore je n'ai lu, sous la plume d'un homme, une histoire d'amour aussi chaste et brûlante» écrit Emmy Ball-Hennings à son auteur.

Face à cette passion malheureuse, il semble miraculeux que Morgenthaler ait tout de même pu, à la fin de sa vie, connaître une histoire d'amour épanouissante. Du reste, l'écrivain mentionnait déjà Marguerite Schmid, médecin de son état, en 1916 dans «*Ihr Berge*», comme sa partenaire dans l'ascension du Weisshorn.

C'est elle qui le prend sous son aile en 1926, alors que la folie et la dépression s'emparent de lui. Malade, le poète ne peut certes plus emmener au Weisshorn celle qui prend soin de lui comme une mère – de toute manière, il a jeté en 1920 son matériel d'alpinisme dans une crevasse pour protester contre le sur-tourisme! –, mais auprès d'elle, il se réconcilie enfin avec lui-même et meurt dans ses bras le 16 mars 1928 à Berne, à l'âge de 38 ans.

Son dernier poème est une prière: «Seigneur bien-aimé / Tue-moi. / Prends-moi cette vie folle, / et je te donnerai un baiser.»

BIBLIOGRAPHIE: le seul ouvrage de Hans Morgenthaler encore disponible dans le commerce est: «*Hamo, der letzte fromme Europäer. Ein Hans-Morgenthaler-Lesebuch*» [Hamo, le dernier Européen pieux. Journal de Hans Morgenthaler], édité par Roger Perret. Lenos Verlag, Bâle.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



Hamo Morgenthaler
(1890–1928)

Et la gagnante est... Dorothee Elmiger

L'autrice suisse Dorothee Elmiger a réalisé un triplé: elle a remporté les prix du livre suisse, allemand et bavarois pour son roman «Die Holländerinnen».

BEAT MAZENAUER

Trois prix, un jugement unanime: tous les jurys qui ont dû se prononcer ont souligné la maîtrise stylistique avec laquelle Dorothee Elmiger parvient à tenir ses lecteurs en haleine pour les conduire au cœur des ténèbres. En bref, le roman les a tous conquis.

Dorothee Elmiger (née en 1985) a grandi dans le canton de Zurich et vit à New York depuis 2022. Photo Prix du livre allemand, MAD



Dorothee Elmiger a effectivement donné naissance à une œuvre particulière, à la fois exigeante par la forme et captivante par le fond. Écrite exclusivement au discours indirect, elle raconte l'histoire d'une autrice qui parle d'une expérience théâtrale dans le cadre d'une conférence. «En janvier, il y a trois ans, dit-elle, elle a reçu le coup de fil d'un metteur en scène» qui lui proposait un projet. Il s'agissait d'effectuer des recherches au sujet de la disparition de deux Hollandaises et de partir dans la forêt vierge pour retracer le fil des événements.

Avec un style à la fois compact et subtil, Dorothee Elmiger entraîne le lecteur dans un dédale sinueux de récits et de renvois qui font disparaître ce qu'il s'est réellement produit sous les multiples couches de la narration. L'oratrice raconte comment, dans le campement installé au cœur de la jungle, les personnes présentes se racontaient des histoires d'épouvante pour conjurer l'effroi suscité par l'obscurité et les bruits alentour. Dans sa conférence, la forêt vierge devient la projection d'une angoisse existentielle.

L'oratrice superpose à ce qu'elle a vécu des références culturelles théoriques, littéraires et cinématographiques. Le metteur en scène, dit-elle, faisait régulièrement état de son admiration pour Werner Herzog, qui, en tournage dans la forêt vierge, avait toujours affronté héroïquement tous les dangers.

Tout récit est incertain et imprécis, souligne Dorothee Elmiger. Il conserve toujours quelque chose d'indirect, qui remet en question ce qu'il s'est réellement passé, ce qui est vrai et authentique. Cela peut paraître quelque peu abstrait, mais tout l'art de ce roman consiste à donner vie à ce type de réflexions et, avec elles, à entraîner ses lecteurs sur toutes sortes de chemins de traverse. Et si le discours indirect nécessite au départ que l'on s'y accoutume, Dorothee Elmiger l'utilise de manière si agile et naturelle qu'on y pense encore longtemps après avoir refermé son livre.

Remporter trois prix littéraires en si peu de temps est un signe. L'obtention du Prix du livre bavarois surprend tout particulièrement, lequel, malgré son caractère régional (et contrairement à ce qui se pratique en Suisse), est ouvert aux auteurs suisses. Et l'on se demande spontanément si une chose pareille pourrait se produire aussi avec des livres romands ou tessinois.

Les prestigieux prix littéraires français font preuve de la même ouverture, comme le prix Goncourt. Mais un seul auteur suisse l'a remporté: c'était Jacques Chessex, en 1973, pour «L'Ogre». Idem pour le prix Renaudot (Georges Borgeaud, 1974) et le prix Femina (Robert Pinget, 1965). En 2009, Matthias Zschokke a remporté le prix Femina étranger pour son roman «Maurice à la poule». Et le prix du roman Fnac a été attribué en 2022 à la Valaisanne Sarah Jolien-Fardel pour «Sa préférée».

Se mettre en quête des auteurs tessinois récompensés en Italie revient à chercher une aiguille dans une botte de foin. Il n'y a jamais eu de nomination suisse au prestigieux prix Strega. En 2002, Fleur Jaeggy, écrivaine suisse vivant à Milan, a obtenu le prix Viareggio pour «Proleterka». Elle a également reçu le prix Bagutta en 1990, tout comme Giorgio Orelli en 2002. Mais il n'y aura pas de triplé en France ou en Italie, pour la simple et bonne raison que le Prix du livre suisse n'est décerné qu'aux livres écrits en allemand.



DOROTHEE ELMIGER
Die Holländerinnen.
Roman. Hanser Verlag,
Munich 2025. 160 pages.
30 CHF.

www.dorotheelmiger.com

Paysan suisse en France, il devient conseiller national

Le Genevois d'adoption Rudi Berli remplacera le conseiller national vert Nicolas Walder à Berne. Son élection comme Suisse de l'étranger est une exception. Il a promis de représenter la région franco-valdo-genevoise du Grand Genève.

STÉPHANE HERZOG

Les liaisons ferroviaires entre Genève et la gare française de Chancy-Pougny sont-elles nombreuses? «18 trains par jour» répond du tac au tac Rudi Berli, attablé dans sa maison: une jolie bâtisse de la campagne française, située à 15 minutes à pied du Rhône, donc de la frontière. «Jamais nous n'aurions pu nous acheter une maison en Suisse», explique ce Zurichois issu de la commune rurale de Hausen am Albis (ZH). Enfant, le voyage en bus vers la grande ville Zurich prenait une heure. Désormais, la moitié suffit. «Là-bas, tout est connecté et ultra-efficace», remarque cet homme de la terre qui, comme d'autres élus genevois, juge que Genève mériterait plus de considération, notamment en ce qui concerne le développement des transports publics.

Désormais, Rudi Berli va faire passer ses messages directement à Berne, puisqu'il remplace au Conseil national son collègue de parti Nicolas Walder. Ce maraîcher, employé par la coopérative des Jardins de Cologny, propose ses produits bio à Genève. Il s'est préparé durant l'été à l'idée de jouer un rôle dans la politique fédérale, au moment où la première vient-ensuite, Isabelle Pasquier-Eichenberger, avait signifié son désistement. L'élection au Conseil d'État genevois de Nicolas Walder le 19 octobre lui a ensuite ouvert les portes du Parlement fédéral.

Que fera Rudi Berli à Berne? Ce père de famille compte défendre sa région, qui réunit un million de personnes (établies à Genève et dans ses environs vaudois et français). Son village de Pougny est à l'image de cet ensemble. Le 14 juillet, les Suisses traversent le Rhône pour participer aux festivités. Le 1^{er} août, les Français festoient à Chancy. «Les gens vont danser là où il y a des bals», résume le



nouveau conseiller national. La terre côté France accueille nombre de frontaliers. Ces villages partagent aussi des liens familiaux.

Rudi Berli n'est pas anti-européen, mais il défend deux grands principes: la défense du travail des paysans et des artisans dans la région – qu'il nomme relocalisation – et la protection des produits de l'agriculture par des taxes. «C'est possible, même dans

Jusqu'ici, Rudi Berli défendait ses opinions politiques aux manifestations paysannes, équipé d'un mégaphone.

Photo Keystone

le cadre de l'Union européenne», dit-il. Venu à Genève en 1985 pour se former à l'école de Lullier, où il décroche plusieurs diplômes (arboriculture fruitière, culture maraîchère, paysagisme, notamment), l'homme décrit un monde paysan sous pression. «C'est un métier qui oscille entre mal et très mal payé», dit-il, citant des producteurs de lait gagnant 10 francs de l'heure. Les fermes suisses tombent

«Je suis un citoyen suisse qui vit en Europe.»

Rudi Berli parle de lui-même

comme des mouches, avec des paysans écrasés par la tâche, les dettes et la charge mentale, résume l'ex-syndicaliste d'Uniterre.

Le nouvel élu connaît bien le paradoxe: la société demande un environnement protégé, sans en payer le prix. Les Jardins de Cocagne, qui proposent un panier hebdomadaire aux membres, ont connu une période faste. Depuis quelques années, la coopérative peine à atteindre le nombre minimum de 420 abonnés au panier.

Pour ce Zurichois tombé amoureux de la Suisse romande – «on mange mieux ici qu'en Suisse alémanique et, à Genève, les gens prennent plus leur temps» – la solution résiderait dans une polyculture et un élevage éclairés. «L'objectif est d'offrir localement de la nourriture de qualité. Ce modèle a du sens face aux aléas climatiques, car il est résilient. C'est un microcosme agricole cohérent et qui n'est pas sous perfusion des intrants fossiles et chimiques», défend l'agriculteur. Rudi Berli ne jette pas la pierre aux paysans. «Aucun n'est attaché aux produits chimiques. Chacun vise à obtenir un rendement suffisant».

Que pense-t-il du développement de Genève, porté durant douze ans par son camarade vert Antonio Hodgers, ex-conseiller d'État accusé

d'avoir bétonné le canton et qui a défendu l'érection de tours de 175 mètres dans la quartier en devenir Praille-Acacias-Vernets? «Vivre dans une tour, pourquoi pas. On a de la vue», répond ce terrien. Faudrait-il que Genève, qui délègue à la France une partie du fardeau du logement, rogne sur ses terres arables? C'est un «no go absolu». Le paysan défend bec et ongles ce territoire dense au centre et doté de vertes campagnes. Il décrit un territoire français défiguré par le mitage et les zones commerciales. Mais alors, où construire? Rudi Berli cite le système de la zone franche, qui permet à des paysans suisses de produire en France voisine sous un régime helvétique. Il propose de faire la même chose avec le logement, jugeant que des caisses de pension publiques pourraient bâtir en zone frontalière. Selon lui, la Suisse pourrait aussi investir de l'argent dans des infrastructures en France, médicales notamment, de manière à équilibrer ce territoire. De son côté, Genève peut densifier sa zone de villas et faire en sorte que les communes les plus riches, comme Cologny, cite-t-il, construisent aussi des logements sociaux.

Ce qui nous amène à une crise régionale, qui a vu le Conseil d'État genevois décider en 2026 la fin de la possibilité pour les enfants de frontaliers d'être scolarisés en Suisse. Cette mesure concerne 2500 enfants. Elle a mis le feu aux poudres entre les deux pays. Rudi Berli va la subir, car l'un de ses enfants est concerné, et il ne décolère pas. «C'est une décision discriminatoire et arbitraire», lance-t-il.

Le conseiller national participe d'ailleurs à l'un des recours collectifs de frontaliers suisses contre le Canton de Genève.

À Berne, Rudi Berli touchera une rémunération de quelque 6000 francs mensuels, sans les indemnités, et disposera de moyens pour engager un assistant ou une assistante parlementaire. «C'est nécessaire pour être efficace», dit-il. Il aimerait «rassembler les Romands», mais des habitués genevois de la Coupole l'ont averti: l'ambiance peut être détestable dans les travées du Parlement. Quelle langue utilisera-t-il pour convaincre ses pairs? «Je représente Genève, donc je parlerai français». Sauf peut-être à des moments clefs, comme le lui a conseillé l'ancien conseiller national vert Ueli Leuenberger. Se considère-t-il comme un Suisse de l'étranger? «Je suis un citoyen suisse qui vit en Europe», corrige le Genevois.

Le 1^{er} décembre 2025, Rudi Berli, seul Suisse de l'étranger à siéger actuellement au Conseil national, a prêté serment à Berne.

Photo Keystone



La Cinquième Suisse au Palais fédéral

Les élus à Berne installés à l'étranger sont des exceptions. La Suisse en a connu trois: la conseillère nationale Stéphanie Baumann (PS, BE/France, 2001-2003) et les conseillers nationaux Ruedi Baumann (vert, BE/France, 2001-2003) et Tim Guldemann (PS, ZH/Allemagne, 2015-2018). Rudi Berli avait participé aux élections fédérales de 2023, sans être élu, recueillant toute de même près de 12'000 voix. Il était le deuxième vient-ensuite. C'est le quatrième Suisse de l'étranger élu à Berne. (SH)

La mesure du temps: le savoir-faire suisse au service du sport

La Suisse a fait de la «maîtrise du temps» un art qui contribue à son rayonnement international. Depuis le milieu du 16^e siècle, l'industrie horlogère suisse façonne des instruments de mesure, donnant à chaque instant une valeur particulière. Ce savoir-faire, patiemment transmis et continuellement perfectionné, est un marqueur de la fiabilité et de la rigueur qui caractérisent notre pays.

APOLLINE SIX

Créé en 1973, le Contrôle officiel suisse des chronomètres (COSC), association d'utilité publique, joue un rôle central dans la garantie de la précision horlogère helvétique. Indépendante et reconnue à l'échelle internationale, cette institution soumet les montres mécaniques à une batterie de contrôles. Seuls les garde-temps dont la précision respecte les exigences de la norme ISO 3159 sont certifiés chronomètres.

Cette quête de précision s'exprime de manière particulièrement visible dans le domaine sportif, où la professionnalisation et la compétition ne cessent de s'intensifier. La mesure du temps y est un élément décisif: elle incarne l'essence même de la performance, ce fil invisible qui différencie l'effort du record.

L'horlogerie suisse, tout comme la diplomatie helvétique, joue depuis plusieurs décennies un rôle majeur dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le chronométrage aux Jeux olympiques, un secteur marqué par une évolution technologique constante.

Les Jeux olympiques d'hiver à St.Moritz

Les Jeux olympiques d'hiver de 1928 à St.Moritz ont représenté l'aboutissement d'années d'efforts visant à promouvoir le tourisme alpin et à renforcer l'image de la Suisse sur la scène internationale. Pour le gouvernement helvétique, cet événement représentait un enjeu diplomatique majeur: il offrait l'occasion de rassembler une grande diversité d'acteurs et de positionner le pays comme un partenaire attractif et fiable.

La deuxième édition des Jeux olympiques en Suisse en 1948 a permis de démontrer le savoir-faire horloger de la Suisse, avec l'utilisation, pour la première fois, d'un chronographe entièrement automatique d'Omega, permettant la mesure exacte du franchissement de la ligne d'arrivée. Cette édition a également renforcé la visibilité internationale de la Suisse, confirmant son

rôle d'hôte neutre dans un monde marqué par l'après-guerre.

Concurrence dans le domaine du chronométrage sportif

Dans les années 1960, sur fond de rivalités croissantes, la position dominante des entreprises suisses dans le chronométrage des grandes compétitions sportives est ébranlée par la désignation de la firme japonaise Seiko pour le chronométrage des Jeux olympiques de Tokyo en 1964.

Les maisons horlogères suisses mobilisent alors les canaux diplomatiques pour défendre leur expertise dans le chronométrage sportif. Les représentations suisses à l'étranger sont sollicitées afin de promouvoir le savoir-faire helvétique auprès des pays organisateurs de grandes compétitions internationales, comme pour les Jeux de Mexico en 1968.

À la concurrence japonaise, qui gagne du terrain, notamment en assurant le chronométrage des Jeux olympiques d'hiver de Sapporo en 1972, s'ajoute un second défi: la rivalité croissante entre les entreprises helvétiques elles-mêmes. Omega et Longines se disputent le terrain stratégique du chronométrage sportif, ce qui préoccupe fortement la Fédération de l'industrie horlogère suisse (FH).

Les marques en charge du chronométrage, d'abord rémunérées pour leurs services, comprennent rapidement l'intérêt publicitaire de la diffusion en couleur des grandes compétitions à partir des années 1970. Les Jeux olympiques étant l'événement le plus médiatisé au niveau mondial, elles en viennent à proposer parfois ce service gratuitement.

Après des années de tensions, conscientes des enjeux, les maisons horlogères choisirent finalement de s'unir pour fonder



Chronomètre autour du cou, un homme suit attentivement le passage des patineurs de vitesse lors des Jeux olympiques d'Innsbruck en 1964. Photo Archives nationales norvégienne

SwissTiming en 1972, qui intégra le Swatch Group dès 1983. Cette alliance stratégique entre Omega et Longines, née d'une volonté commune de renforcer la position suisse, fut rendue possible grâce aux efforts engagés par les institutions sportives, l'industrie horlogère et le milieu diplomatique.

Sauf à quelques exceptions près, le chronométrage suisse a dominé l'histoire des



Le terrain, la neige et la vitesse déterminent la course des skieurs. Mais seul le chronométrage décide de leur victoire ou de leur défaite. Photo Keystone

Jeux dès la première moitié du 20^e siècle, s'imposant comme une référence mondiale en matière de précision. Cette tradition d'excellence se poursuit aujourd'hui: Omega se positionne actuellement comme chronométreur officiel des Jeux Olympiques, en partenariat avec le CIO jusqu'en 2032. Derrière cette image emblématique, SwissTiming orchestre les technologies de mesure. Ces acteurs seront les gardiens du temps «au millionième de seconde» des prochains Jeux d'olympique d'hiver.

Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2026 en Italie

Les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver se dérouleront principalement à Milan



À Cortina d'Ampezzo, la Suisse accueille les visiteurs dans un cadre chaleureux et animé.

Image de synthèse, Présence Suisse

et Cortina d'Ampezzo du 6 au 22 février 2026 et du 5 au 15 mars 2026. Cette édition marquera les 90 ans de chronométrage d'Omega aux Jeux olympiques d'hiver.

Une importante délégation suisse est attendue : selon les estimations, près de 190 athlètes du Swiss Olympic Team représenteront la Suisse en Italie.

Rappelant l'engagement de longue date de la Suisse dans l'accompagnement de grands événements sportifs, la «House of Switzerland Italia 2026» s'inscrira pleinement dans cette tradition. Ouvrant ses portes à Cortina d'Ampezzo et Milan, et imaginée par Présence Suisse, elle mettra à l'honneur le savoir-faire helvétique, tout en offrant un lieu de rencontre pour les athlètes, les partenaires, les médias et le public.

Flora Alpina, la thématique choisie pour la «House of Switzerland Italia 2026», mettra en avant le rôle que jouent les fleurs dans le sport, la médecine et la culture. La robustesse des plantes de montagne évoque la détermination des athlètes, tandis que leur usage séculaire pour des remèdes en fait un puissant symbole de force. Le design graphique s'appuiera sur les codes de l'artisanat helvétique, notamment sur le motif tra-

ditionnel du point de croix des Grisons. La scénographie proposera une expérience immersive où création, émotion et beauté dialogueront avec l'environnement. Selon Daniel Zamarbide, architecte et scénographe de la House of Switzerland Italia à Milan, les fleurs incarnent bien davantage que leur simple beauté : elles évoquent la générosité et la joie et accompagnent souvent les célébrations. Aux Jeux olympiques et paralympiques, elles sont d'ailleurs traditionnellement associées aux médailles remises aux athlètes. À Milan, un jardin alpin éphémère sera imaginé au Centro Svizzero. Il sera ouvert au public pour célébrer les athlètes suisses et internationaux.

À l'heure où le sport repousse les limites et où chaque performance raconte une histoire, l'excellence et la précision suisses continuent d'offrir au monde un savoir-faire qui transforme les émotions en moments inoubliables.

www.houseofswitzerland.it



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 5 novembre 2025, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 8 mars 2026.

- Initiative populaire «Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (l'argent liquide, c'est la liberté)» et contre-projet direct, à savoir l'arrêté fédéral sur la monnaie suisse et l'approvisionnement en numéraire (FF 2025 2885 2886)
- Initiative populaire «200 francs, ça suffit!» (initiative SSR) (FF 2025 2887)
- Initiative populaire «Pour une politique énergétique et climatique équitable: investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat)» (FF 2025 2888)
- Loi fédérale du 20 juin 2025 sur l'imposition individuelle (FF 2025 2033)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

L'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour l'encouragement du pouvoir d'achat (initiative sur le pouvoir d'achat)» (2 juin 2027)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Information

Annoncez **votre/vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable** et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir votre mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés.

La «Revue Suisse» (en Italie: «Gazzetta Svizzera») est distribuée gratuitement, par voie électronique (e-mail et application iOS et Android) ou sur papier, à tous les Suisses de l'étranger inscrits auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

Camps du service des jeunes: rires, aventure – et logistique millimétrée

L'Organisation des Suisses de l'étranger organise chaque année entre trois et cinq camps. Mais en quoi consiste exactement l'organisation d'un camp? De l'extérieur, cela ressemble à une parenthèse enchantée. De l'intérieur, c'est un petit exploit logistique.



Repos bien mérité au sommet, après avoir gravi le Chasseron (JU). Photo Lorenzo Commergnat

Trouver un lieu

Avant que les feux de camp ne crépitent et que les nuits étoilées arrivent, il faut déguster LE chalet: accessible, assez grand, dans le budget, et avec assez de matériel pour faire de la fondue pour 50 personnes. Un défi bien suisse.

Former l'équipe

Les monitrices et moniteurs? Des héros en t-shirt. Formés, enthousiastes, attentifs, ils savent guider des jeunes venus du monde entier avec entrain et bonne humeur. Un casting millimétré à dénicher.

Gérer les inscriptions

De l'ouverture des inscriptions jusqu'à la réception et au tri des informations des quelque 140 jeunes inscrits, c'est un sport de précision. Tout doit être clair, complet et sécurisé.

Créer le programme

Randonnées, jeux, découvertes, culture: un camp, c'est un mille-feuille d'activités pensé

pour être amusant et sûr, un équilibre subtil entre aventure et découverte. Ce sont nos monitrices et moniteurs qui imaginent leurs programmes. Ce dernier est ensuite validé par un-e coach jeunesse et sport, qui s'assure de sa sécurité et de sa faisabilité.

Les reconnaissances

On vérifie les lieux, les chemins, les trajets en train, les risques, la météo (qui parfois tourne mal au dernier moment). Il s'agit là de la plus grande partie de notre travail. Tout ce qu'on prépare en amont sert à une chose: rendre la vie sur place aussi fluide et sereine que possible pour l'équipe de camp.

Préparer le matériel

Tentes, pharmacie, jeux, carnets de camp, sourires (beaucoup de sourires). Avant le départ, tout est chargé dans le bus du camp. Au retour, tout est contrôlé, trié et rangé. Quelques jours de travail sont nécessaires pour assurer toute cette logistique.

Et finalement: le camp

Quand les jeunes arrivent, la magie opère et deux semaines de folles aventures démarrent. Une fois le camp terminé, les équipes se disent souvent: «OK, c'était intense... mais on remet ça l'an prochain.» Qu'est-ce qui leur donne envie de repartir? Des commentaires comme celui d'Emma, cet été: «Ce camp a été une merveilleuse expérience! J'ai adoré voyager à travers les différentes régions de la Suisse et découvrir les particularités qui les différencient les uns des autres et qui font aussi leur charme! Pendant ces deux semaines, nous avons vécu plusieurs aventures. Ce qui m'a le plus marqué pendant ce camp, c'est sans hésiter la beauté des lieux, mais surtout les liens d'amitié qui se sont créés. Merci pour ce magnifique camp!»

CLÉMENT DE VAULCHIER
RESPONSABLE DES CAMPS DE JEUNES DE L'OSE



Un menu du 1^{er} août dans les règles de l'art: tout est prêt pour la fondue. Photo Thomas Slatter



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 31 356 61 17
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



«Sortir de ma zone de confort»

La Suissesse de l'étranger Belinda Schulz de 18 ans a grandi dans le sud de l'Allemagne. Actuellement, elle se prépare à l'examen d'entrée pour des études de piano. L'été dernier, elle a passé quelques semaines en Suisse pour aider dans une ferme. Comment s'est déroulée cette expérience?



Belinda Schulz. Photo MAD

INTERVIEW: RUTH VON GUNTEN

AgriViva propose aux jeunes des stages dans des fermes dans toutes les régions linguistiques de Suisse. Comment avez-vous découvert AgriViva?

J'ai lu dans la «Revue Suisse» l'histoire d'une jeune fille qui racontait son expérience dans une ferme. J'ai trouvé son expérience intéressante et j'ai voulu essayer. Environ deux mois et demi avant mon stage, j'ai cherché une ferme sur le site web d'AgriViva et je me suis inscrite. Ainsi, j'ai passé deux semaines fin août/début septembre

AgriViva – Stage dans une ferme

AgriViva propose des stages de courte durée dans des fermes situées dans l'ensemble des régions linguistiques.

- Tu as entre 14 et 24 ans
- Tu aimes la nature, les animaux et le contact avec d'autres personnes
- Tu apprécies le travail physique
- Tu recherches de nouvelles expériences et du changement

AgriViva te garantit une expérience unique. Découvre dès maintenant notre offre et réserve un stage. Nous nous réjouissons de t'accueillir.

www.agriviva.ch

AgriViva est une organisation partenaire d'educationsuisse.

dans une ferme à Rotschalp, près de Brienz, dans l'Oberland bernois.

Comment commençait votre journée type à la ferme?

La plupart du temps, c'était le coq qui me réveillait, puis je me levais vers six heures et demie. Je commençais par laisser sortir les poules et leur donner à boire. Généralement, je préparais le petit-déjeuner et sortais le fromage de la veille du bain de sel. Après le petit-déjeuner pris en commun, je remuais le lait, ou plutôt le futur fromage, dans la grande cuve. Ensuite, je me rendais dans la cave à fromage pour nettoyer les fromages. Plus tard, il fallait nourrir les cochons.

Et quel était le programme de l'après-midi?

Le fermier Hänsel et sa fille Martina, déjà adulte, travaillaient principalement dans la ferme de la vallée, par exemple pour faire les foin. L'après-midi, la fermière Monica se rendait à l'arrêt Planalp du Brienzer Rothornbahn, situé à proximité, pour y vendre le fromage affiné. J'étais donc souvent seule l'après-midi et, par exemple, je ramassais les œufs fraîchement pondus par les poules, je faisais la vaisselle ou je retournais le fromage frais. J'avais aussi toujours un peu de temps libre. Dans les alpages, tout était chauffé au bois, alors j'empilais parfois du bois de chauffage.

Et comment se déroulaient les soirées?

Peu après 17 heures, Monica, Martina et Hänsel revenaient à l'alpage. Généralement, j'aidais à traire les vaches ou dans la cave à fromage, puis à préparer le dîner. Je mettais également le fromage fraîchement produit dans un bain de sel pour la nuit. Après le dîner pris en commun, il y avait presque toujours encore quelque chose à faire, ou bien nous faisions des mots croisés ou jouions à des jeux. Après avoir nourri les poules et les avoir enfermées dans le poulailler sécurisé, tout le monde allait se coucher tôt.

AgriViva souhaite créer un pont entre la ville et la campagne et entre différentes cultures. Comment avez-vous trouvé votre séjour dans une ferme en Suisse?

Même si certaines choses m'étaient très inhabituelles et que tout ne fonctionnait pas toujours du premier coup, j'ai beaucoup apprécié cette expérience. J'ai trouvé très intéressant de sortir de ma zone de confort et d'apprendre de nouvelles choses. C'est fascinant de voir comment on fabrique chaque jour de manière artisanale du fromage frais dans les alpages.

Qu'avez-vous préféré?

J'ai beaucoup aimé le fait qu'il y ait toujours quelque chose à faire. Nous sommes allés deux fois dans les montagnes, une fois pour conduire les veaux vers un autre pâturage et une autre fois simplement pour profiter de la vue. J'ai trouvé cela très beau. J'ai également assisté à la désalpe. Et j'ai rencontré une deuxième Belinda: une vache qui portait le même nom que moi! À propos de noms, il faut aussi mentionner Adelheid: les poules n'avaient généralement pas de nom, mais lorsqu'elles mouraient, ce qui est arrivé de manière assez inattendue pendant mon séjour, elles s'appelaient toutes Adelheid.

Recommanderiez-vous à vos amis de séjourner chez une famille d'agriculteurs?

Oui, bien sûr! Moi aussi, j'aimerais revenir en Suisse pour aider dans une ferme.



educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Movetia – Assistance de langue en Suisse

Movetia propose des postes d'assistants et assistantes de langue dans des écoles de maturité gymnasiale, des écoles de culture générale et des écoles professionnelles en Suisse alémanique et romande. Les assistants et assistantes acquièrent de l'expérience en tant qu'enseignants auxiliaires, découvrent la culture suisse et perfectionnent leurs compétences linguistiques.

- Pour les étudiants et diplômés d'une haute école à l'étranger ayant la nationalité suisse (Suisse et Suissesses de l'étranger) ou la nationalité UE/AELE/UK/USA
- Durée: neuf, dix ou douze mois (selon le canton ou l'école)
- Candidature: candidature individuelle auprès de Movetia, en l'absence d'une organisation partenaire.

Postulez dès maintenant: la date limite est fixée au 31 mars de chaque année (ou selon accord). Toutes les informations sont disponibles sur www.revue.link/movetia



Claire Spielmann fait partie des jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger qui ont fait de belles expériences en tant qu'assistants de langue. Photo MAD

movetia

Movetia – Echanges et mobilité
Effingerstrasse 47
3008 Berne, Suisse
info@movetia.ch
www.movetia.ch



Comment (re)faire d'une vocation un métier

Pour beaucoup, enseigner aux enfants est plus une vocation qu'un métier. Néanmoins, il faut disposer des qualifications nécessaires. La Haute école pédagogique de Berne (PHBern) permet de les acquérir. Elle s'adresse par exemple aux personnes en reconversion professionnelle ou qui renouent avec le métier en revenant s'installer en Suisse.



Le cursus «Enseigner avec un diplôme d'enseignement étranger» est le seul à être donné sous cette forme en Suisse. L'automne dernier, 26 personnes ont obtenu un diplôme à la PHBern. Photo MAD

MARCEL BIERI, PHBERN

Des postes maintes fois mis au concours sans trouver preneur: lorsqu'elles recrutent, les écoles suisses ont donc aussi recours à des personnes qui ne possèdent aucun diplôme d'enseignement. À la PHBern, celles-ci ont accès à une offre très vaste pour se préparer à leurs nouvelles tâches. L'institut de formation continue et de prestations (IWD) propose trois cours modulaires complémentaires, où les personnes en reconversion professionnelle découvrent les principaux aspects de l'activité pédagogique et didactique et réfléchissent à leurs premières expériences professionnelles. Le premier module peut également être suivi dans le cadre d'un camp d'été.

Les personnes déjà formées, mais possédant un diplôme d'enseignement étranger, peuvent aussi profiter de divers conseils, cours et cursus de perfectionnement à la PHBern. Cela leur permet de gagner en confiance dans la pratique, d'étendre leur réseau et favorise le professionnalisme. Le cur-

sus «Enseigner avec un diplôme d'enseignement étranger», à ce jour unique en Suisse, mérite d'être mentionné. Il permet d'acquérir des connaissances fondamentales sur le système d'enseignement et de formation suisse ainsi que les compétences professionnelles et interdisciplinaires essentielles pour enseigner dans les écoles obligatoires suisses.

Enfin, un module s'adresse aux titulaires d'un diplôme d'enseignement suisse, qui, après une interruption, décident de renouer avec leur ancien métier. L'objectif de cette formation est de les préparer individuellement à la reprise de l'enseignement dans les écoles obligatoires, de les aider à planifier leurs cours et de les informer des changements importants.

Pour en apprendre davantage (en allemand):
www.revue.link/einstieg
www.revue.link/auslanddiplom
www.revue.link/wiedereinstieg
www.revue.link/phbern

Daniel Hunziker, directeur de l'OSE: «J'investirai toute mon énergie pour notre communauté dans le monde entier»

**Chères Suissesses de l'étranger,
Chers Suisses de l'étranger,**

J'ai l'honneur de diriger l'Organisation des Suisses de l'étranger depuis le 1^{er} janvier 2026. Plusieurs étapes de mon parcours professionnel en Suisse et à l'étranger m'ont préparé à cette mission. J'ai grandi à Aarau et j'ai vécu cinq ans aux États-Unis pour mes études d'économie et mon MBA. C'est aussi là-bas que j'ai rencontré ma future femme. Cette période m'a permis de me faire très tôt une idée directe de la vie des Suisses installés à l'étranger.

Après mon retour en Suisse, j'ai travaillé plusieurs années dans le secteur de la banque, de la finance et du conseil. En 2007, mon parcours m'a à nouveau entraîné à l'étranger, et plus précisément en Nou-

velle-Calédonie, le pays de ma femme. J'y ai travaillé en tant que conseiller et directeur, principalement dans les domaines de la finance, de l'organisation et de l'administration. Pendant plusieurs années, j'ai représenté la Suisse en tant que consul honoraire



ce qui m'a permis de comprendre les préoccupations et les difficultés de la Cinquième Suisse.

Au cours de ma carrière, j'ai dirigé plusieurs entreprises et réalisé des projets complexes dans différentes branches. J'ai ainsi acquis une solide expérience de direction et des compétences pratiques dans le développement et la conduite d'organisations.

Grâce aux nombreuses années que j'ai passées à l'étranger, je connais de très près les attentes, les difficultés et les réalités des Suisses et Suissesses de l'étranger. Je me réjouis d'autant plus de pouvoir appliquer ces connaissances dans mon travail à l'OSE et d'investir toute mon énergie pour notre communauté dans le monde entier.

Cordialement, Daniel Hunziker

Une organisation en mutation

Un sondage récent mené auprès des membres du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) montre les sujets qui leur paraissent importants actuellement. Une chose est claire: la Cinquième Suisse veut être entendue, et avoir son mot à dire.

Tout en haut de la liste des priorités des membres du CSE élus en août 2025 se trouvent des revendications pratiques. L'accès aux comptes bancaires, aux assurances et aux prestations des assurances sociales est une question qui préoccupe les Suisses vivant à l'étranger depuis très longtemps. En dehors de l'Europe surtout, ils se heurtent souvent à des obstacles, par exemple lors de l'ouverture d'un compte bancaire.

Le souhait de pouvoir prendre part plus facilement aux institutions démocratiques de la Suisse s'avère lui aussi central. De nombreux délégués demandent que le vote électronique soit enfin rendu possible à grande échelle et que l'identité électronique (e-ID), acceptée par le peuple en septembre 2025, soit à présent introduite rapidement. Ils ai-

**Un des grands souhaits des
membres du Conseil:
participer plus facilement
aux institutions
démocratiques de la Suisse.**

meraient également que le droit de participer aux élections cantonales soit généralisé.

Et de nouveaux sujets apparaissent au premier plan: l'extension des formes de communication numérique, une «Revue Suisse» plus numérique, intégrée à la communication générale, ainsi qu'un soutien renforcé aux jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger. Plusieurs délégués ont rappelé qu'une part croissante des membres de la Cinquième Suisse appartient à la deuxième

ou à la troisième génération: souvent, ces jeunes n'ont plus de lien direct avec la Suisse. Les programmes linguistiques, formats d'échange et offres en ligne modernes, susceptibles de renforcer leurs liens avec la Suisse, sont d'autant plus importants.

Les délégués souhaitent par ailleurs être davantage associés aux travaux de l'Organisation des Suisses de l'étranger, par exemple dans le cadre de groupes de travail thématiques ou de consultations régulières.

Sur la base des résultats du sondage, le Comité de l'OSE proposera des objectifs de législation pour les années à venir. Les membres du CSE en discuteront en mars 2026, les modifieront si nécessaire et les approuveront. Ainsi, une de leurs exigences sera déjà satisfaite: celle de pouvoir participer plus activement à l'OSE. (LW)

1/800 000



La Cinquième Suisse est un puzzle coloré, varié et plurilingue de plus de 800'000 pièces. Aujourd'hui, la pièce est posée par...

...**Ursula Schlappi (60 ans), pédagogue spécialisée dans la petite enfance et le handicap. Elle vit en Colombie, entretient des liens étroits avec les deux cultures et exerce son activité à Carthagène des Indes...**

Que signifie pour toi «patrie»?

C'est l'endroit où se trouvent ma famille et mes amis, celui où je suis née et où j'ai grandi. Ce lieu avec ses paysages, ses couleurs, son histoire, ses saisons, sa nature, ses montagnes compte beaucoup pour moi. En Colombie aussi, ce sont les amis, la nature, la mer, les montagnes, l'extraordinaire biodiversité du pays, ainsi que la variété de paysages, dont certains uniques au monde.

Peut-on avoir plusieurs patries?

J'en suis convaincue et je me sens très privilégiée. Avoir plusieurs patries ne signifie pas qu'elles doivent se ressembler ni être en concurrence. Aimer un lieu ne veut pas dire cesser d'en aimer un autre.

Comment et quand montres-tu au quotidien que tu es suisse?

Cela se remarque toujours: l'apparence, l'accent, entre autres. Je ne cesserai jamais d'être suisse, ni dans le regard des personnes de mon autre patrie, ni dans le mien.

Qu'est-ce que cela te fait d'être liée à plus d'un pays?

Je suis reconnaissante d'avoir deux patries. On me demande parfois si je sais encore où je me sens «chez moi». Ma réponse est toujours la même, j'ai deux endroits où je me sens chez moi. C'est une situation enrichissante qui «ouvre l'horizon». Découvrir un pays à la culture différente oblige à réfléchir, à apprendre, parfois à remettre en question ses propres idées sur de nombreux sujets. C'est réapprendre une langue, une culture et une histoire différentes de celles du pays d'origine.

Qu'est-ce qui rappelle la Suisse dans ta maison?

Des quartz de la région du col du Grimsel (BE/VS), des tableaux représentant le Wellhorn, le Wetterhorn et les Engelhörner (BE), ainsi que des livres d'auteurs suisses. Et, dans le réfrigérateur, du chocolat suisse.

Toi et la Suisse: comment décrirais-tu le lien actuellement?

Très fort. Je me rends une ou deux fois par an en Suisse. Il est important pour moi de garder le contact avec ma famille et mes amis.

As-tu des contacts avec d'autres Suisses-ses de l'étranger?

Oui, et j'ai même davantage de contacts au-delà du Röstigraben qu'à l'époque où je vivais en Suisse.

Est-il important pour toi de te retrouver régulièrement avec d'autres Suisses-ses?

J'aime ces rencontres, parce que nous partageons le même arrière-plan culturel. Ce n'est même pas une question de langue, car avec beaucoup d'entre eux je parle la langue du pays où nous vivons.

www.revue.link/puzzle

UN MORCEAU DE SUISSE DANS VOTRE BOÎTE AUX LETTRES

Pour continuer à vous l'envoyer, nous avons besoin de votre aide.

Revue Suisse

Swiss community

Avec chaque numéro de la «Revue Suisse», vous recevez un petit morceau de Suisse à domicile, quel que soit l'endroit du monde où vous vivez. Ce sentiment de proximité avec votre pays d'origine n'a pas de prix.

Ce qui a un prix, en revanche, c'est la «Revue Suisse». Nous sommes dans une situation difficile, car la Confédération a prévu de couper encore dans ses subsides. Le Parlement discute actuellement d'un programme d'économies qui fragilisera sans doute la «Revue» et d'autres offres de l'Organisation des Suisses de l'étranger.

C'est ainsi qu'on reconnaît la force de la Suisse: elle se déploie de bas en haut, portée par ses citoyennes et citoyens. Pouvons-nous compter sur votre soutien? Nous en serions très heureux.

FILIPPO LOMBARDI, PRÉSIDENT DE L'OSE
DANIEL HUNZIKER, DIRECTEUR DE L'OSE

Faire un don par carte de crédit:

www.revue.link/creditrevue



Faire un don avec PayPal:

www.revue.link/revue



Coordonnées pour virement bancaire:

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8

Banque:

Banque cantonale bernoise

Bundesplatz 8, CH-3011 Berne

BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:

BCBE Berne, compte

n° 16.129.446.0.98, Organisation des Suisses de l'étranger, À l'attention de Monsieur A. Kiskery, Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne

Référence: Support Swiss Review

Contact: revue@swisscommunity.org

Sonntags sehen wir die Schweizer Sicht der Dinge.



Jetzt SonntagsZeitung
als E-Paper im Jahresabo
für nur
CHF 79.–

E-Paper verfügbar jeden Sonntag
ab 01:00 Uhr Schweizer Zeit.



SonntagsZeit zum Hinschauen